

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005515]

20 DECEMBRE 2023. — Décret contenant le Budget des dépenses de la communauté française pour l'année budgétaire 2024 (1)

Le Parlement a adopté et, Nous Gouvernement, sanctionnons ce qui suit.

CHAPITRE I — Dispositions générales

Article 1^{er}. r. Dans les articles du présent décret, par « décret du 20 décembre 2011 », on entend le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Dans les articles du présent décret, par « décret spécial du 3 avril 2014 », on entend le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région Wallonne et à la Commission communautaire française.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

« D.O. » pour « division organique » ou « divisions organiques » ;

« A.B. » pour « article de base » ou « articles de base » ;

« F.B. » pour « fonds budgétaire » ou « fonds budgétaires ».

Des crédits d'engagement et de liquidation destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2024 sont ouverts au tableau budgétaire ventilant, en milliers €, les crédits afférents aux programmes en A.B, annexé au présent décret, dont un récapitulatif figure ci-après.

Conformément à l'article 8, § 4, 6° du décret du 20 décembre 2011, ces crédits et fonds sont ventilés (en milliers €) en A.B. et F.B. dans le tableau budgétaire annexé au présent décret à concurrence de :

	INITIAL			
	Crédits d'engagement	Crédits deliquidation	Fonds Budgétaires-Moyens d'engagement	Fonds Budgétaires Moyens deliqui-dation
CHAPITRE I Services généraux	1.075.876	1.055.683	23.175	23.175
CHAPITRE II Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	2.877.094	2.172.684	22.193	22.893
CHAPITRE III Éducation, Recherche et Formation	10.486.559	10.487.290	36.561	36.561
CHAPITRE IV Dette publique de la Communauté française	264.799	264.799	-	-
CHAPITRE V Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française	571.320	571.320	-	-
Total Général	15.275.648	14.551.776	81.929	82.629

Art. 2. Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations et des cabinets ministériels comportent :

1°) Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités de préavis et pour accidents du travail - en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès - ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire ;

2°) Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services :

- Honoraires des avocats et des médecins - Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales
- Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française - Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers ;

- Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux - en ce compris les dépenses de consommation énergétique "mazout, gaz, essence, électricité, charbon" et dépenses d'entretien - Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration ;

- Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux ;

- Les autres dépenses relatives au fonctionnement ou aux actions des services dont la description est indiquée dans l'exposé particulier.

3°) Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.

4°) Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités.

5°) Les indemnités aux tiers, victimes d'accidents dont la responsabilité incombe à la Communauté française ainsi que les divers frais de procédure se rapportant à ces accidents.

6°) Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

7°) Les redevances pour droits d'auteur.

Art. 3. Par dérogation à l'article 21, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2011, les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, les montants à payer à l'échéance dans le cadre des émissions de papier commercial ainsi que de l'utilisation de produits dérivés avec le caissier, peuvent être prélevés d'office par le caissier sur les comptes ad hoc et font l'objet d'une régularisation à charge du budget des dépenses.

Art. 4. En application de l'article 13 du décret du 20 décembre 2011, le Gouvernement est dispensé du dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement si la délibération budgétaire qu'il adopte ouvrant les crédits nécessaires soit pour l'engagement soit pour la liquidation, soit pour l'engagement et la liquidation de dépenses est inférieure cumulativement par nature de crédit à

5.000.000 euros.

Art. 5. Dans le cas où l'imputation d'une dépense ne peut être réalisée à charge des codes économiques prévus sur un article de base dans le tableau budgétaire annexé au présent décret, le Ministre du Budget peut autoriser la création de codes économiques complémentaires sur un même article de base.

Art. 6. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, 3^{ème} alinéa, du décret du 20 décembre 2011, la D.O. 40 peut comporter deux programmes fonctionnels, à savoir les programmes 0 et 1.

Art. 7. Pour l'application de l'article 19, § 2, et de l'article 20 du décret du 20 décembre 2011, les receveurs visés sont :

- les comptables ordinaires du Ministère de la Communauté française antérieurement désignés comme tels par le Ministre du Budget et en fonction au 1^{er} janvier 2013 et les receveurs-trésoriers désignés à partir du 1^{er} janvier 2013.

CHAPITRE II — Dispositions liées aux rémunérations

Art. 8. Dans les cas d'urgence visés à l'article 26 § 2 et 3 du décret du 20 décembre 2011, les rémunérations des personnels administratif, enseignant et assimilé à charge de crédits non limitatifs, identifiés comme tels dans le tableau budgétaire, peuvent être engagées, liquidées et payées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement autorisant les transferts de crédits mentionnés à l'article 26 § 2 et 3 du décret visé.

Si la procédure prévue à l'article 26 § 2 et 3 n'ouvre pas de crédits suffisants pour apurer les dépassements visés à l'alinéa 1^{er}, par dérogation à l'article 13 du décret visé, les rémunérations des personnels administratif, enseignant et assimilé peuvent être engagées, liquidées et payées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement selon la procédure prévue à l'article 13 dudit décret.

Si la date du dépassement rend impossible la finalisation de la procédure prévue par le troisième alinéa de l'article 13 du décret du 20 décembre 2011 dans le délai qu'il requiert, les dépassements constatés seront régularisés lors de l'application de l'article 45 du décret du 20 décembre 2011 à l'exercice où le dépassement a été constaté.

CHAPITRE III — Dispositions liées aux répartitions des crédits

Art. 9. Par dérogation à l'article 26, § 1^{er}, 1^o et 2^o du décret du 20 décembre 2011, les A.B. suivants peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits, sur demande du Ministre ordonnateur et après accord du Ministre du Budget :

n°	Répartition des crédits autorisée	Objet
1	Les crédits des A.B. des D.O. 06 et 10 peuvent être répartis vers tout A.B. desdites D.O. Les intitulés des programmes pourront être adaptés à ces ventilations et tenir compte des adaptations administratives liées à la répartition des compétences et à la composition du Gouvernement	Permet une nouvelle répartition des crédits entre les divisions organiques 06 et 10 et de tenir compte de l'adaptation des libellés des programmes suite à une modification de gouvernement et à la compétence de ses membres.
2	Les crédits de l'AB 01.03.22 de la D.O. 14 peuvent être répartis vers tout AB du budget des dépenses	Permet la répartition de la provision interdépartementale pour la part publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans les cofinancements européens
3	Les crédits des A.B. 01.03.02, 01.14.02, 01.20.02, 01.21.02, 01.01.35 de la D.O. 11 peuvent être répartis vers tout AB du budget des dépenses.	Permet la répartition de diverses provisions dont le libellé est mieux explicité dans les tableaux budgétaires vers les AB ad-hoc dans d'autres divisions organiques du budget.

n°	Répartition des crédits autorisée	Objet
4	Les crédits de l'AB 01.01-11 et 12.01-01 de la D.O. 20 peuvent être répartis vers tout A.B. du budget.	Permet la répartition de la provision non-marchand ainsi que le transfert de certains postes de fonctionnement vers des AB opérationnels.
5	Les crédits des AB des programmes 1, 2, 3 et 7 de la DO 20 peuvent être répartis sur tous les AB de ces mêmes programmes.	Permet, pour l'année 2024, de répondre à des problématiques liées à la révision de la structure budgétaire qui surviendraient en cours d'année ainsi que l'application du mécanisme d'accompagnement des opérateurs des contrats et contrats programme en arts de la scène en CE/CL et le transfert de crédits de liquidation à partir des programmes 2 et 3 vers différents AB ayant fait l'objet de transferts dans le cadre du financement des contrats programmes en arts de la scène et pour lesquels un encours est susceptible d'être reporté sur l'année 2024.
6	Les crédits de l'A.B. 01.01.11 de la D.O. 25 peuvent être répartis vers tout A.B. de la même D.O.	Permet la répartition de cette provision vers les AB de la DO concernée conformément à la finalité de cette provision.
7	Les crédits des A.B. 01.06.30, 01.10.30, 01.11.30, 01.13.30, et 01.02.55 de la D.O. 40 peuvent être répartis vers les A.B. des D.O. 54, 55 et 57.	Permet la répartition de différentes provisions, créées pour la mise en œuvre de réformes explicitées dans le libellé des AB visés, dans l'ensemble des divisions organiques de l'enseignement supérieur
8	Les crédits de l'A.B. 01.02.31 de la DO 45 peuvent être répartis vers les AB 41.13.20 et 41.14.20 de la DO 45	Permet la répartition de l'AB provision dont le libellé est mieux explicité dans les tableaux budgétaires vers les AB ad-hoc du programme 2 de la DO 45.
9	Les crédits de l'A.B. 01.07-30 de la D.O. 40 peuvent être transférés vers tout A.B. des D.O 40, 45, 46, 47, 50, 54, 55, et 57.	Permet des répartitions de crédits visant à faire face à tout impératif budgétaire imprévu qui pourrait survenir en cours d'exercice.
10	Les crédits des A.B. 41.23.31, 41.23.51 et 41.23.80 de la D.O. 50 peuvent être répartis vers chacun de ces A.B.	Permet la reventilation de crédits des Centres organisés par la Fédération Wallonie- Bruxelles sur base d'une nouvelle estimation des besoins.
11	Les crédits des A.B. 41.23.70 de la DO 51, 41.23.50 et 41.23.70 de la DO 52 et 41.23.50 de la DO 53 peuvent être répartis vers chacun de ces A.B.	Permet la bonne application des dispositions prévues par le décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, et plus particulièrement son article 7 par lequel une partie des montants payés aux écoles relevant des DO 51 ou 53 sont imputés sur la DO 52
12	Les crédits des A.B. 44.23.74 de la DO 51, 44.23.55 de la DO 52 et 44.23.56 de la DO 53 peuvent être répartis vers chacun de ces A.B.	
13	Les crédits des A.B. 43.23.72 de la DO 51, 43.23.53 de la DO 52 et 43.23.53 de la DO 53 peuvent être répartis vers chacun de ces A.B.	
14	Le Ministre ordonnateur peut procéder à une nouvelle ventilation des A.B. afférents aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement entre les D.O. 51, 52, 53 et 56	
15	Les crédits des A.B. 01.02.82 et 01.03.82 de la D.O. 56, et 12.01.02 de la D.O.58 peuvent être répartis vers les A.B. 11.03.40, 43.01.43 et 44.01.44 de la D.O.56	Permet le transfert de provisions pour l'enseignement de promotion sociale en tout ou en partie vers des AB traitement de l'enseignement de promotion sociale
16	Les crédits de l'A.B. 01.09.91 de la D.O. 52 peuvent être répartis vers l'A.B. 01.05.80 de la D.O. 51 et réciproquement.	Le décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Education aux Médias fixe les montants pour des initiatives d'éducation aux médias. Cette disposition permet une répartition optimale des montants entre le fondamental (DO 51) et le secondaire (DO 52).
17	L'A.B. 41.01.14 de la D.O. 12 peut recevoir des répartitions de crédits à partir de tout A.B. du budget des dépenses	Permet à l'ETNIC de recevoir des crédits destinés à des projets informatiques.
18	Les crédits des A.B. de la D.O. 18 peuvent être répartis vers l'A.B. 34.01.11 de la D.O. 18	Cette disposition représente une sécurité afin d'assurer les crédits nécessaires pour l'aide financière aux détenus.

n°	Répartition des crédits autorisée	Objet
19	Les crédits inscrits aux AB 11.01.16, 01.05.12, 01.06.12 et 01.07.12 de la DO 40, 41.01.40 de la DO 41 et 11.04.01 de la DO 11 afférents à la formation professionnelle continue peuvent être répartis entre chacun de ces AB.	Permet d'appliquer les prescrits du Décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS.
20	Les crédits des AB traitements de la DO 53 peuvent être répartis vers les AB 41.07.50, 43.01.53 et 44.01.56 de la DO 53, et inversement.	Permet de mettre à disposition les crédits nécessaires à l'octroi des dotations et subventions de fonctionnement aux pôles territoriaux pour l'année scolaire 2023-2024, conformément à l'article 6.2.5-6. du décret portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale, dès que les informations permettant le calcul des montants affectés au fonctionnement pour chacun des pôles seront disponibles.
21	Les crédits des A.B. qui couvrent les dotations aux établissements de l'Enseignement organisé par la	Permet l'alimentation d'un même A.B. qui permet le financement d'un marché public d'achat groupé d'énergie.
	Communauté française peuvent être répartis vers l'A.B. 61.01.01 de la DO 44.	
22	Les crédits de l'AB 12.01.70 de la D.O. 50 peuvent d'être répartis vers l'AB 41.12.10 de la D.O. 54	Dans le cadre de la convention qui lie la FWB à l'ULG, pour la direction du Centre de Strée, cette disposition permet un transfert de crédits vers le secteur des universités.
23	Les crédits de l'AB 01.07.20 de la DO 45 peuvent d'être répartis vers le programme 5 de la D.O. 55.	Dans le cadre de la récupération des précomptes des chercheurs en Hautes écoles, les crédits correspondants peuvent être transférés au programme 5 (fonctionnement des hautes écoles) de la DO 55 pour rétrocession à ces établissements.
24	Les crédits de l'AB 01.10.15 de la DO 12 peuvent être répartis vers l'AB 01.01.31 de la DO 41.	Permet la répartition des moyens nécessaires à l'engagement anticipé des conseillers technopédagogues.
25	Les crédits de l'AB 01.01.11 de la DO 14 peuvent être répartis vers tout AB au budget des dépenses.	Permet la répartition de la provision interdépartementale pour les dépenses liées à la Présidence belge de l'Union européenne en 2024.
26	Les crédits des programmes 0 et 1 de la DO 11 peuvent être répartis vers tout AB de la DO 85	Permet la possibilité, par sécurité, de répartitions entre les programmes de fonctionnement du Ministère vers la DO qui couvre les charges de dette.
27	Les crédits de l'AB 01.02.40 de la DO 41 relatifs aux CTA, soit un montant maximum de 1.000.000 EUR, peuvent être répartis vers les AB traitements du personnel enseignant.	Permet la répartition de la provision relative aux formateurs CTA constituée sur l'AB 01.02.40 de la DO 41.
28	Les crédits de l'AB 01.07.21 de la DO 40 peuvent être répartis vers tout A.B. des D.O 40, 41, 45, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58.	Permet la répartition de la provision prévue dans le cadre des accords sectoriels de l'enseignement 2021-2024.

CHAPITRE IV — Dispositions liées aux fonds budgétaires

Art. 10. Par dérogation à l'article 7, 2°, alinéa 3 du décret du 20 décembre 2011, peuvent se trouver en situation débitrice les fonds budgétaires suivants :

1° les fonds budgétaires inscrits aux AB 30.01.80 et 30.02.80 de la D.O. 40 ;

2° le fonds budgétaire 01.02.11 de la D.O. 25, à concurrence du montant inscrit à charge de l'AB ;

3 le fonds budgétaire 01.01.91 de la D.O. 55, à concurrence des montants attribués par des conventions institutionnelles (Fonds européens, etc.) ;

Art. 11. Le Fonds budgétaire Loterie nationale (01.01.36 de la D.O.11) est alimenté par les dotations et avances de la Loterie nationale. Les recettes affectées de ce fonds sont réparties par le Gouvernement entre les attributaires, y compris le SACA Sport. Par dérogation à l'article 27, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2011, le receveur trésorier du Fonds budgétaire Loterie nationale (01.01.36 de la D.O. 11) est autorisé à alimenter le compte du SACA Sport selon la répartition décidée par le Gouvernement.

Art. 12. Les dépenses sur les fonds budgétaires sont plafonnées au montant estimé dans les tableaux budgétaires sauf dérogations accordées par le Gouvernement.

Art. 13. Par dérogation à l'objet de ses dépenses, le Fonds des Sports est autorisé à transférer l'entièreté de ses moyens sur le compte du SACA Sport.

CHAPITRE V — *Dispositions liées aux subventions facultatives*

Art. 14. En application de l'article 8, § 4, 3° du décret du 20 décembre 2011, le Gouvernement peut octroyer des subventions, en l'absence d'un décret organique, pour les natures de dépenses suivantes identifiées par programme :

N°	Subventions autorisées par programme :
	D.O. 11 – Affaires générales – Secrétariat général
	<i>Programme 0 – Subsistance</i>
1	Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) ;
2	Subvention à la Société Scientifique de Médecine Générale.
3	Subventions facultatives au secteur non-marchand
	<i>Programme 1 – Secrétariat général</i>
4	Subventions diverses dans le cadre de la promotion de Bruxelles
5	Subventions dans le domaine de l'éducation aux médias
	<i>Programme 2</i>
6	Subventions en vue de participer aux échanges des bonnes pratiques et sur le fonctionnement de la Fonction publique avec d'autres Pouvoirs publics
7	Subvention à la Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage
	<i>Programme 3 – Information, promotion, rayonnement de la langue et de la culture française et de la Communauté Wallonie-Bruxelles</i>
8	Subventions destinées à soutenir la diffusion de la convention des droits de l'enfant, la formation, l'information et l'organisation de manifestations liées à cette convention, dans le cadre des travaux internationaux ;
9	Subvention au fonds d'investissement Start destiné à couvrir ses frais de fonctionnement ;
10	Subventions allouées en vue de la coordination des matières transversales, de l'information, du rayonnement, de la notoriété et de la promotion de la Communauté française et des valeurs démocratiques qu'elle défend, en Belgique et à l'étranger ;
11	Subventions aux institutions publiques organisatrices des fêtes de la Communauté française ;
12	Subventions diverses consenties pour la coopération entre les 3 Communautés dans le domaine de l'éducation ;
13	Subventions allouées dans le cadre du développement durable et de lutte contre le réchauffement climatique
14	Subventions dans le domaine des droits des femmes et relatives aux violences faites aux femmes en Communauté française ;
15	Subventions dans le cadre d'actions de promotion de la citoyenneté, de la lutte contre la pauvreté, de la réduction des inégalités sociales, du vivre ensemble et des valeurs de la Communauté française, en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Francophonie ;
16	Subventions en lien avec les actions de la cellule Mémoire – Extrémismes – Radicalismes ;
17	Subvention en vue de soutenir, conjointement avec la Région wallonne, les métropoles de la culture ;
18	Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle ;
19	Subventions à des actions de visibilité de la Communauté française, notamment par la pratique sportive ;
20	Subventions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'enfant ;
21	Subventions à des initiatives en matière de lutte contre le racisme ;
22	Subvention en lien avec l'évaluation et l'amélioration de la qualité dans les hôpitaux universitaires ;
23	Subvention à l'ASBL Plateforme pour l'Amélioration continue de la Qualité des soins et de la Sécurité des patients (PAQS) ;
24	Subventions pour la mise en œuvre d'expériences pilotes visant la gratuité de repas scolaires dans une optique d'égalité des chances ;
25	Subvention à la Fondation Mons 2025 – Rayonnement Capitale culturelle FWB ;
	Programme 9 - Pilotage du budget de la Communauté française
26	Subvention au Centre de recherches en économie régionale et politique économique (CERPE)
	D.O. 14 – Relations Internationales et Fonds européens
	<i>Programme 1 – Relations internationales</i>
27	Subventions dans le cadre des relations internationales ;
	<i>Programme 3 – Diverses initiatives internationales dans les compétences communautaires</i>

N°	Subventions autorisées par programme :
28	Subventions dans le cadre de la collaboration entre le Département et diverses institutions internationales, notamment des actions visant à renforcer l'attractivité de l'enseignement supérieur et la promotion de la mobilité étudiante.
29	Dépenses inhérentes à des actions et interventions internationales dont des projets cofinancés – subventions
	D.O. 15 – Infrastructures de la santé, des affaires sociales, de la culture et du sport
	<i>Programme 2 – Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture</i>
30	Subventions et dépenses pour la défense et la mise en valeur de l'architecture ;
31	Subventions aux associations pour la défense et la mise en valeur de l'architecture
32	Subventions à l'opérateur culturel de l'architecture en FWB ;
	D.O. 17 – Aide à la Jeunesse
	<i>Programme 1 – Jeunes en danger et jeunes délinquants</i>
33	Subventions d'initiative ministérielle aux opérateurs du secteur de l'Aide à la Jeunesse pour des projets divers
34	Subventions aux services d'accompagnement du parrainage ;
35	Subventions pour la prise en charge de jeunes à la croisée des secteurs ;
36	Subventions pour le soutien aux services d'hébergement pour les 0-6 ans ;
37	Subventions aux actions de prévention par les conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse ;
38	Subventions destinées notamment à la réalisation d'initiatives novatrices dans le secteur de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse ;
39	Subventions destinées à la réalisation d'actions transversales de l'aide à la jeunesse avec d'autres secteurs ;
40	Subvention destinée au Fonds intersyndical de l'aide sociale ;
41	Subventions dans le cadre des accords non marchand ;
42	Subventions pour le financement de recherches dans le domaine de l'aide spécialisée à la jeunesse et dans le domaine de la protection de la jeunesse ;
43	Subventions aux projets SAIE post IPPJ ;
44	Subventions aux projets mettant en œuvre les séjours de rupture ;
45	Subventions au fonds Maribel social ;
46	Subventions aux projets en voie d'agrément.
	D.O. 18 – Maison de justice
	<i>Programme 3 – Partenariats</i>
47	Subventions aux Services de mesures judiciaires alternatives (SEMJA)
48	Subvention pour des projets particuliers d'opérateurs actifs dans les secteurs, pour des projets d'aide aux victimes dans le cadre des situations d'urgence ou en lien avec le procès des attentats de Bruxelles.
49	Subventions d'aménagement et d'équipement aux associations actives dans le secteur des Maisons de justice.
	D.O. 19 – Enfance
	<i>Programme 1 – Office de la Naissance et de l'Enfance</i>
50	Dotation complémentaire relative aux subventions du non marchand.
51	Subventions dans le cadre des accords non marchand ;
	<i>Programme 2 – Politique et accueil de l'Enfance</i>
52	Subventions relatives à la politique de l'enfance ;
53	Subventions d'équipement dans le cadre de la politique de l'enfance
	D.O. 20 – Culture
	<i>Programme 1 – Transversal</i>
54	Subvention à la confédération des employeurs des secteurs sportifs et socio-culturels et au fonds intersyndical des secteurs de la FWB ASBL
55	Subventions en matière d'emploi (non-marchand, PTP, ex-CPE)
56	Subventions pour le Soutien d'actions et d'initiatives relatives à la professionnalisation et à la formation des acteurs culturels.
57	Subventions relatives au domaine culturel, à la création et aux pratiques émergentes ;
58	Subventions aux projets et opérateurs culturels transversaux ;

N°	Subventions autorisées par programme :
59	Subventions d'aménagement et d'équipement aux provinces, aux communes et aux associations et compagnies de théâtre, musique et danse ; associations et initiatives tendant à développer la promotion et la diffusion artistiques et l'éducation permanente ;
60	Subvention aux établissements scolaires ou organismes culturels dans le cadre du décret PECA ;
61	Subventions pour la formation des publics scolaires à la Culture ;
62	Subvention à la diffusion et à la décentralisation des arts de la scène : programme Spectacles à l'école.
63	Subventions à la diffusion et à la décentralisation des arts de la scène : Tournées Art et Vie.
64	Subventions ponctuelles et structurelles aux projets et opérateurs culturels transversaux (conventions et contrats-programme) ;
	Programme 2 – Arts vivants
65	Subventions ponctuelles ou structurelles aux associations et aux artistes dans les domaines des arts vivants ;
66	Subventions pour couvrir les frais de fonctionnement, hors contrat-programme, de l'ASBL "Les Grignoux" et les charges d'emprunt du bâtiment "la Sauvenière" ;
	Programme 3 – Musique
67	Subventions ponctuelles ou structurelles aux associations et aux artistes dans les domaines de la musique ;
	Programme 4 – Patrimoines culturels
68	Subventions facultatives, ponctuelles ou structurelles aux associations et aux artistes dans les domaines des patrimoines culturels ;
69	Subventions liées à des Conventions et contrats programmes indexés dans le domaine des patrimoines culturels
70	Subvention à l'ASBL Domaine de Seneffe dans le cadre son activité muséale et de la gestion du domaine
71	Subvention à l'ASBL "Archives et musée de la littérature"
72	Subvention au Centre de la Gravure et de l'Image imprimée de la Communauté française ;
	Programme 5 - Arts plastiques
73	Subventions ponctuelles ou structurelles aux associations et aux artistes dans les domaines des arts plastiques et numériques ;
	Programme 6 – Langues lettres et livres
74	Subventions ponctuelles ou structurelles aux associations et aux artistes dans les domaines des langues, lettres et livres ;
75	Subvention au Fonds national de la Littérature
	Programme 7 – Action culturelle et territoriale
76	Subventions ponctuelles ou structurelles aux associations et aux artistes dans les domaines des centres culturels, des bibliothèques, des Centres d'Expression et de Créativité et des Pratiques en Amateurs
77	Subvention à l'ASBL Point-Culture ;
78	Subvention liée à la cession des centres de prêt de l'ASBL Point-Culture ;
79	Subvention liée à la cession des pouvoirs organisateurs de droit public de centre de prêt de l'ASBL point-Culture ;
	D.O. 23 – Jeunesse et Education permanente
	Programme 1 – Initiatives et interventions diverses et alphabétisation
80	Subventions à des activités représentant la diversité culturelle et à des actions interculturelles réalisées à l'initiative d'associations reconnues ou non reconnues ;
81	Subvention pour des initiatives dans le domaine de l'alphabétisation ;
82	Subventions pour le Projet européen "Mindchangers" ;
	Programme 2 – Jeunesse
83	Subventions pour des projets d'animation d'organisation de jeunesse, de centres de jeunes et d'associations non reconnues ;
84	Subventions pour les créations, productions et diffusions culturelles « Jeunes » ;
85	Subventions pour des projets de transversalité entre Jeunesse et d'autres secteurs ainsi que les collaborations interministérielles de jeunesse ;
86	Subventions exceptionnelles pour la sécurisation et l'aménagement dans le secteur de la Jeunesse ;
87	Subventions pour la formation des animateurs socioculturels ;
88	Subventions pour la formation d'animateurs volontaires ;
89	Subventions pour des projets de politiques locales, européens et internationaux de jeunesse.

N°	Subventions autorisées par programme :
90	Subventions visant à reconnecter les jeunes aux Organisations de Jeunesse et Centres de Jeunes
	<i>Programme 3 – Education permanente</i>
91	Subventions pour la formation des animateurs socioculturels dans le secteur de l'Education permanente ;
92	Subventions aux organisations communautaires et régionales dans le domaine des loisirs culturels en général : activités et emploi.
	D.O. 25 – Médias
	<i>Programme 1 – Initiatives et interventions diverses</i>
93	Subventions visant à soutenir le secteur des médias ;
94	Subventions d'équipement et d'aménagement aux associations et organismes d'audiovisuel ;
95	Subventions pour l'achat de biens mis à la disposition d'organismes culturels.
	<i>Programme 2 – Cinéma et vidéo</i>
96	Subventions pour l'aide à des initiatives dans le domaine audiovisuel ;
97	Subventions relatives à la politique de l'audiovisuel.
	<i>Programme 3 – Radio et télévision</i>
98	Subventions à la RTBF pour l'accessibilité de ses programmes ;
99	Subventions à la RTBF pour des projets d'écriture radiophonique
100	Subventions en vue de couvrir les charges contractées par les télévisions locales et communautaires pour l'équipement et l'aménagement de studios de télévision ;
101	Subventions diverses en fonctionnement, équipement et infrastructures pour les télévisions locales ;
102	Subventions pour le soutien au secteur des médias audiovisuels pour le développement des nouvelles technologies de radiodiffusion.
103	Développement d'une plateforme de podcasts et d'initiatives de mise en valeur des podcasts et création sonore de la FWB
	<i>Programme 4 – Presse</i>
104	Subventions visant à soutenir des initiatives dans la presse ;
105	Subventions pour l'aide directe à la presse d'opinion et à la presse périodique ;
106	Subvention à l'Association des Journalistes Professionnels ;
107	Subventions pour l'aide au journalisme d'investigation.
	D.O. 26 – Sport
	<i>Programme 2 – Recherches et développement</i>
108	Subventions diverses à des actions de promotion du sport en Communauté française.
109	Subventions pour les initiatives sportives en faveur des détenus et des jeunes hébergés en IPPJ.
	<i>Programme 3 – Subventions diverses</i>
110	Subventions aux clubs sportifs affiliés à la fédération sportive handisport ou à l'association sportive handisport de loisir » ;
111	Subvention des associations du sport scolaire et du sport dans l'enseignement supérieur reconnues » ;
112	Subventions aux organisateurs de projets « femme et sport » ;
113	Subventions aux organisateurs d'activités de sport pour tous ;
114	Subventions aux centres sportifs locaux ;
115	Subventionnement pour le renforcement du plan « sport pour handicapés »
116	Subventions à des associations et fédérations sportives reconnues ;
117	Subventions pour des plans programmes des fédérations sportives reconnues et de la fédération handisport ;
118	Subventions des fédérations sportives de loisirs reconnues ;
119	Subventions aux associations pour handicapés ;
120	Subventions des formations de cadres ;
121	Subventions à l'ASBL Comité olympique et interfédéral belge pour la participation aux Jeux Olympiques et conventions de partenariat jeunes talents sportifs ;
122	Subventions destinées à l'achat de matériel sportif et de matériel de psychomotricité ;
123	Subventions à une association de centres sportifs ainsi que pour la subvention d'une association sportive ;
124	Subvention dans le cadre de l'accord partiel élargi sur le sport ;
125	Subvention dans le cadre de la formation des jeunes par les clubs sportifs et les fédérations sportives ;

N°	Subventions autorisées par programme :
126	Subvention de promotion et de notoriété des fédérations sportives, sportives non- compétitives et des associations ;
127	Subventions de promotion du sport chez les jeunes
	D.O. 40 – Services communs, Affaires générales, Relations internationales
	<i>Programme 0 – Subsistance Administration – Enseignement et recherche</i>
128	Subventions favorisant l'intégration et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'enseignement
129	Subventions dans le cadre de l'action sociale du Département en faveur du Personnel de l'Enseignement ainsi que de la formation des Directeurs.
	<i>Programme 3 – initiatives et interventions diverses dans le domaine de l'enseignement supérieur</i>
130	Subventions d'initiative ministérielle dans le domaine de l'enseignement supérieur pour des projets divers, y compris la précarité étudiante.
131	Subventions pour le soutien aux politiques de genre ;
132	Subventions pour des aménagements dans les établissements d'enseignement supérieur visant à améliorer l'accessibilité dans le cadre de l'Enseignement inclusif
133	Subventions pour les recherches et enquêtes en matière d'éducation menées sous l'égide de l'OCDE ;
134	Subvention à l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) ;
135	Subventions aux associations d'étudiants ;
136	Subvention à l'ARES en vue de soutenir la participation des établissements d'enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'initiative européenne en vue du développement de « réseaux d'Universités européennes »
	<i>Programme 5 – Collaborations à diverses institutions et organismes en matière d'enseignement – Divers</i>
137	Subventions dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
	<i>Programme 6 – Enseignement supérieur – Recherche scientifique – Administration</i>
138	Subventions en lien avec l'enseignement supérieur.
	<i>Programme 8 Actions fonds européens initiatives diverses de la Région Wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale en matière d'emploi</i>
139	Subventions pour la mise en œuvre de projets INTERREG
	<i>Programme 9 – Discriminations positives dans l'enseignement obligatoire</i>
140	Subventions en faveur d'actions d'éducation interculturelle
	D.O.41 – Pilotage de l'enseignement
	<i>Programme 4 – Recherches en éducation – Pilotage inter-réseaux – Activités pédagogiques inter-réseaux – Orientation</i>
141	Subventions octroyées en liaison avec la politique de l'enseignement et le soutien d'initiatives variées qui permettent d'enrichir l'offre de découvertes notamment dans l'éducation à l'environnement, la citoyenneté et l'humanisme, la promotion des sciences, des langues (y compris celle des signes) et de la créativité, l'accrochage scolaire et les perspectives dans le monde du travail, le bien-être et la prévention ;
142	Subventions dans le cadre d'appels à projet ; en lien avec le projet d'établissement ou le plan de pilotage des écoles fondamentales, secondaires et spécialisées ;
143	Subvention à la Maison des maths et du numérique ASBL ;
144	Subventions dans le cadre d'appels à projets en matière de démocratie scolaire, d'activités citoyennes et de lutte contre le harcèlement à l'école ;
145	Subvention au service de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège pour la participation de la Communauté française à l'enquête internationale I.E.A. PIRLS ;
146	Subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective destinée aux recherches en éducation ;
147	Subventions en faveur des processus mis en œuvre pour améliorer la qualité et la performance de l'enseignement ;
148	Subventions octroyées pour des projets pilotes en matière d'enseignement ;
149	Subventions octroyées dans le cadre de la mise en œuvre et de l'accompagnement du Pacte d'Excellence.
	<i>Programme 6 : Collaboration à diverses institutions et organismes en matière d'enseignement – divers</i>
150	Subventions à l'Association Européenne des Enseignants ;
	D.O. 45 – Recherche scientifique
	<i>Programme 1 – Attractivité des STEAM</i>
151	Subventions pour des actions de sensibilisation aux STEAM ;
152	Subventions à l'Institut historique belge de Rome et à l'Ecole française d'Athènes ;

N°	Subventions autorisées par programme :
153	Subventions au Centre de Recherche en Mathématique (CREM) ;
154	Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques ;
155	Subventions aux Instituts internationaux de Physique et de Chimie fondés par Ernest Solvay ;
156	Subvention à l'Academia Belgica ;
157	Subvention au Spark Oh ! (anciennement Parc d'Aventures scientifiques - PASS).
	Programme 2 – Aides directes aux acteurs de la recherche de la FWB
158	Subventions pour le soutien de la recherche en Hautes Ecoles ;
159	Subventions pour la participation des chercheurs aux initiatives européennes ;
160	Subvention à l'Academia Belgica – bourses d'études historiques à Rome (ex IHBR) ;
161	Subventions pour les voyages d'étudiants en groupe ;
162	Subventions pour le soutien aux infrastructures de recherche ;
163	Subventions pour l'application de la charte européenne du chercheur/EURAXESS.
164	Subventions en faveur de la Recherche scientifique fondamentale collective – Initiative ministérielle ;
165	Subventions permettant la présence de chercheurs de la Communauté française sur des sites archéologiques ;
166	Subventions visant à favoriser le partage de connaissances
167	Subventions visant à permettre des alternatives à l'expérimentation animale
	D.O. 46 – Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique
	Programme 2 – Subventions diverses
168	Subventions diverses en vue de couvrir le financement des prix, des concours, des publications, des revalorisations de prix, des projets à long terme, des missions à l'étranger, des frais de colloques et des frais de fonctionnement divers de l'institution ;
169	Subvention en faveur du Collège Belgique ;
170	Subvention pour chercheur belge francophone à l'Ecole française d'Athènes (EFA)
	D.O. 51 – Enseignement préscolaire et Enseignement primaire
	Programme 7 – Fonctionnement des écoles primaires
171	Subvention à des organismes ayant pour but l'enseignement en langue française.
	Programme 8 – Lutte contre l'échec scolaire
172	Subventions dans le cadre de projets particuliers en faveur de l'enseignement fondamental notamment dans le domaine d'actions d'éducation culturelle, environnementale, artistique,...
173	Subventions destinées à soutenir des projets relatifs à l'innovation pédagogique ;
	Programme 9 Discriminations positives et promotion d'une école de la réussite
174	Subventions aux ISP/ESP – Formation en cours de carrière
	D.O. 52 – Enseignement secondaire
	Programme 9 – Discriminations positives – Divers
175	Subventions relatives aux manifestations pédagogiques et culturelles y compris l'attribution de prix ;
176	Subventions aux organismes ayant pour but la liaison entre le monde de l'enseignement qualifiant et celui de l'entreprise, notamment « Technocampus » ;
177	Subventions pour des actions relatives à la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel et à la modernisation de l'équipement technique et professionnel des écoles ;
178	Subventions pour la maintenance des équipements de l'enseignement technique et professionnel ;
179	Subvention de l'ASBL Worldskills Belgium ;
	D.O. 53 – Enseignement spécialisé
	Programme 7 – Initiatives en matière d'éducation des élèves à besoins spécifiques
180	Subventions en faveur d'organismes soutenant les populations visées par l'Enseignement spécialisé, favorisant la compréhension de leurs problématiques ainsi que leur intégration.
	D.O. 54 – Enseignement universitaire
	Programme 1 – Universités de la Communauté
181	Subvention au Centre hospitalier universitaire de Liège en vue de couvrir des charges exceptionnelles et de contribuer à la constitution du capital.
	Programme 2 – Universités libres
182	Subvention à l'Institut universitaire d'études du Judaïsme Martin Buber.
	Programme 4 – Enseignement universitaire

N°	Subventions autorisées par programme :
183	Subventions relatives à la promotion de l'Enseignement supérieur universitaire ;
184	Subventions en vue du paiement des frais de fonctionnement du Centre de recherches métallurgiques ;
185	Subvention de fonctionnement et au service social de la Faculté de Théologie protestante à Bruxelles ;
186	Subventions pour des initiatives de coopération interuniversitaire ;
187	Subvention pour la Bibliothèque virtuelle ou interuniversitaire coordonnée au Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) ;
188	Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'enseignement supérieur ;
189	Subventions en faveur de la promotion de la santé et de la médecine préventive ;
190	Subventions en faveur d'initiatives en matière de promotion de la réussite ;
191	Subventions en vue de soutenir des actions de formations des adultes dans l'Enseignement supérieur.
	D.O. 55 – Enseignement supérieur hors Université et Hautes Ecoles
	<i>Programme 5 – Fonctionnement des Hautes Ecoles</i>
192	Subventions relatives aux Hautes Ecoles ;
	<i>Programme 8 – Hautes écoles et Enseignement supérieur hors université</i>
193	Subventions de nature à favoriser le développement de l'Enseignement supérieur ;
194	Subventions aux centres de ressources de l'éducation aux médias ;
195	Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'enseignement supérieur ;
196	Subventions en faveur d'initiatives en matière de promotion de la réussite.
	D.O. 56 – Enseignement de promotion sociale
	<i>Programme 8 – Initiatives transversales en Enseignement de promotion sociale</i>
197	Subventions d'initiative ministérielle dans le domaine de la promotion sociale pour des projets divers
198	Subventions relatives à l'évaluation de la qualité de l'enseignement de promotion sociale
199	Subventions pour le développement d'écoles inclusives.
200	Subventions en matière de validation des compétences en promotion sociale dont le subventionnement du « Consortium de validation des compétences » ;
	D.O. 57 – Enseignement artistique
	<i>Programme 2 – Initiatives et subventions diverses</i>
201	Subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement de la fondation d'utilité publique « Académie d'été de Wallonie » ;
202	Subventions pour la Formation en cours de carrière ;
203	Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique.
	<i>Programme 4 – Fonctionnement des établissements d'Enseignement supérieur</i>
204	Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique.
205	Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'Enseignement supérieur.
	<i>Programme 9 – Équipements</i>
206	Subventions pour l'équipement des écoles supérieures des arts.
	D.O. 58 – Enseignement à distance
	<i>Programme 0 – Subsistance – Enseignement et recherche</i>
207	Subventions dans le cadre d'initiatives nouvelles ou en relation avec la politique de l'enseignement à distance.
208	Service administratif à comptabilité autonome des infrastructures non-scolaires
209	Subventions pour l'acquisition du Théâtre National de la Communauté française.
210	Subventions pour le financement de charges d'intérêt et d'emprunt du Musée juif de Belgique et de collectivités locales.
211	Subventions octroyées pour les projets d'infrastructures culturelles.
212	Subventions octroyées pour les projets d'infrastructures sportives.
213	Subventions octroyées pour les projets d'infrastructures de l'Aide à la Jeunesse.
214	Subventions octroyées pour les projets d'infrastructures de la jeunesse et des maisons de jeunes.

CHAPITRE VI — Dispositions particulières

Art. 15. Les opérations de dépenses d'amortissement de la dette de la Communauté française sont considérées comme des opérations financières.

Art. 16. Le compte financier – Préfinancement Communauté française – de l'Agence Fonds social européen peut se trouver en situation débitrice afin d'assurer un préfinancement partiel des opérateurs bénéficiaires de crédits du Fonds Social Européen dans les limites du budget arrêté par cet organisme.

Le compte financier de l'AMIF (Fonds Asile, Migration et Intégration) peut se trouver en situation débitrice à concurrence des créances détenues sur l'Europe pour l'asile et la migration, afin d'assurer un préfinancement partiel des opérateurs bénéficiaires de crédits du Fonds Social Européen dans les limites du budget arrêté par cet organisme.

Art. 17. La quote-part employeur pour la rémunération du personnel des écoles émergeant au Programme de transition professionnelle et Aide au Premier Emploi inscrite aux AB 41.23.70, 43.23.72 et 44.23.74 de la D.O. 51 ; 41.23.50,

43.23.53, 44.23.55 et 41.23.70 de la D.O. 52 ; 41.23.50, 43.23.53 et 44.23.56

de la D.O. 53 et 41.23.50, 43.23.54 et 44.23.55 de la D.O. 56 peut être versée directement à l'article 49.55.00 des recettes courantes générales.

Art. 18. Le Gouvernement peut octroyer à l'ASBL « Le Palace » une subvention destinée à couvrir les remboursements du capital et des intérêts et/ou destinée à financer des travaux et équipements.

Art. 19. Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants conformément à l'article 1.7.2-1, § 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire peuvent être imputés sur les A.B. relatifs au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

Art. 20. En vue de confier la gestion financière de certaines activités au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets, le Gouvernement de la Communauté française est autorisé à y installer un trésorier à désigner par le Ministre du Budget sur proposition du Ministre-Président et justiciable de la Cour des comptes. Ce trésorier est autorisé à effectuer des dépenses en relation avec l'octroi des titres repas.

Art. 21. Le Communauté française garantit, à concurrence de 650.000 euros (T.V.A. et honoraires compris), le remboursement en capital, intérêt et accessoires de l'emprunt contracté par l'association sans but lucratif « Centre sportif et culturel des Fourons » pour une durée de 25 années en vue de l'acquisition, à des fins scolaires, d'un bâtiment scolaire appartenant à la Commune de Fourons-Saint-Martin sis à 3790 Rue Saint-Martin, n° 20.

Dans le cas où la garantie de la Communauté française serait activée, le montant pour lequel il serait fait appel à cette garantie sera déduit des subventions versées par la Communauté française à l'association sans but lucratif précitée.

Art. 21. Les dépenses à charge de l'AB 01.08.01 de la DO 44 ne peuvent concerner que le financement ou le subventionnement de solutions rapides en attendant la création de places notamment celles dans le cadre des appels à projets pour la création de places. Ces solutions rapides pourront concerner notamment l'achat ou la location de classes modulaires, le recyclage et customisation des pavillons modulaires du plan d'urgence, la location et l'aménagement de bâtiments. Cet AB ne pourra concerner que des dépenses pour des projets situés dans une zone en tension démographique déterminées conformément au décret du 19 juillet 2017 relatif à l'offre de places dans les zones en tension démographique, aux subsides en matière de bâtiments scolaires, au programme prioritaire de travaux et au subventionnement des établissements d'enseignement obligatoire.

Art. 22. Le Gouvernement est habilité à renoncer totalement ou partiellement aux indus réclamés à un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné, conformément à l'article 1.7.3-1, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, concernant des membres du personnel désignés, engagés ou admis au stage en violation des législations en vigueur. Le Gouvernement limitera la demande de remboursement d'indu à la différence entre le salaire de la fonction de sélection ou de promotion et celui de la fonction d'origine.

Art. 23. Le Gouvernement de la Communauté française est autorisé à engager et à liquider la dotation à la Commission communautaire française pour les matières culturelles, inscrite à la DO 20 AB 45.01.05, à hauteur de 10.101.000 euros.

CHAPITRE VII — *Organismes administratifs publics*

Art. 24. Le Gouvernement peut approuver un ajustement du Fonds Ecureuil modifiant l'impact SEC du budget initial.

Art. 25. Les budgets pour l'année 2024 de Wallonie-Bruxelles International et de l'ETNIC sont approuvés et annexés au présent décret.

Art. 26. Les crédits de l'AB 2.9, programme 02, titre 1, du budget des dépenses de WBE pour l'année 2024 sont ajustés en cours d'année au montant des droits constatés en recettes sur l'AB de 21.2.4 du budget des recettes pour l'année 2024, après validation des Commissaires du Gouvernement.

Art. 27. Wallonie-Bruxelles International peut octroyer les subventions suivantes :

1° Subventions accordées dans un cadre bilatéral (en soutien à un opérateur de Wallonie-Bruxelles ou, dans le cadre de la coopération prioritaire, d'un opérateur issu d'un pays de coopération prioritaire) en dehors de la mise en œuvre d'un accord culturel ou d'un accord de coopération ;

2° Subventions accordées à un opérateur de Wallonie-Bruxelles dans le cadre de son internationalisation ;

3° Subventions accordées sous la forme de bourses à un bénéficiaire de Wallonie- Bruxelles ou étranger dans le cadre d'un programme non repris dans un commission mixte permanente : sont notamment visées les bourses octroyées dans le cadre du programme de bourses d'excellence, de stages en organisations internationales, en entreprises ou en administrations, de stages pour jeunes entrepreneurs, ... ; octroi de subventions aux universités organisatrices de stages d'été notamment dans le domaine de l'apprentissage de la langue française pour des stagiaires dont le pays ne fait pas l'objet d'un accord de coopération ou d'un accord culturel prévoyant, au niveau de sa mise en œuvre l'octroi de bourse pour les ressortissants du pays concernés ;

4° Subventions accordées en vue de la promotion de la langue française à des opérateurs publics ou parapublics belges ou étrangers

5° Octroi de subventions à la Fondation Egmont pour l'organisation de stages à destination de diplomates et fonctionnaire de Ministères des Affaires étrangères de pays de coopération prioritaire ;

6° Octroi de subventions à l'Association des Ecoles à programme Belge à l'Etranger (AEBE) au Centre européen de langue française (CELF) – Alliance française de Bruxelles-Europe dans le cadre du plan d'action langue française de 2002

7° Octroi des subventions dans le cadre des programmes des auxiliaires de langues ;

8° Subventions accordées dans le domaine de la jeunesse au travers du Bureau International Jeunesse, en dehors de la mise en œuvre, en tant qu'Agence nationale, du programme européen Erasmus +, et non prévue dans le cadre de la mise en œuvre des accords culturels ou de coopération ;

9° Subventions accordées dans le domaine de la Francophonie ;

10° Subventions accordées dans un cadre transfrontalier, au niveau de la mise en œuvre ainsi qu'en dehors de la mise en œuvre des programmes Interreg, en faveur d'opérateurs de Wallonie-Bruxelles chargés notamment de mission de veille, de coordination ou de préparation de projets spécifiques ;

11° Subventions accordées dans un cadre multilatéral à des opérateurs notamment multilatéraux ;

12° Subventions accordées après appels à projets validés par les Ministres- Présidents wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de la coopération bilatérale indirecte ou décentralisée.

CHAPITRE VIII — *Section particulière*

Art. 28. Par dérogation à l'article 4 alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011, le présent article introduit une section particulière dans le budget composée de l'article 66.01.00 dont les recettes et les dépenses sont identiques et évaluées au montant de 4.471.430.000 euros.

Les recettes sont constituées par des apports de l'autorité fédérale calculés conformément à l'article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial du 3 avril 2014 et par des montants fixes. Les dépenses sont constituées par des versements aux entités visées au même article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial. Le détail des flux figure en annexe 2 du présent décret.

Pour assurer le respect de l'article 7 § 5 du décret spécial du 3 avril 2014, les dépenses effectuées sur l'article 66.01 peuvent engagées, liquidées et payées en l'absence de perception des recettes correspondantes mais dans la limite des créances mensuelles que la Communauté détient sur l'autorité fédérale.

CHAPITRE IX — *Services administratifs à comptabilité autonome*

Art. 29. Pour l'année budgétaire 2024, les opérations des Services administratifs à comptabilité autonome, des centres PMS et des établissements scolaires de l'enseignement sont estimées aux sommes mentionnées dans leurs budgets respectifs annexés au présent décret.

Art. 30. Les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière du Musée de Mariemont, des écoles et des centres psycho-médico- sociaux de la Communauté française, des centres de dépaysement et de plein-air, du centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française, des centres des technologies agronomiques de l'enseignement de la Communauté française, du centre d'autoformation et de formation continuée et du centre technique et pédagogique à comptabilité autonome, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 31. Par dérogation à l'article 69, dernier alinéa, du décret du 20 décembre 2011, le budget des SACA peuvent être ajustés par le Gouvernement si leur solde SEC n'est pas modifié.

Art. 32. Sont approuvés et annexés au présent décret les budgets des services suivants :

1. le budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ;
2. le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement de la Communauté française ;
3. le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ;
4. le budget du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires ;
5. le budget de l'Observatoire des Politiques culturelles ;
6. le budget de l'Agence Fonds social européen (F.S.E.) ;
7. le budget du Musée royal de Mariemont ;
8. le budget de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ;
9. le budget de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ;
10. le budget du Service Francophone des Métiers et des Qualifications ;
11. le budget du Fonds de création de places ou de maintien de la capacité d'accueil dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire ;
12. le budget du programme prioritaire de travaux (PPT)
13. le budget de la « Cellule Urgence et Redéploiement » (CUR)
14. le budget du Fonds des infrastructures non-scolaires (SGPGI)
15. le budget du Plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires
16. le budget du SACA Sport.
17. le budget agrégé des services administratifs à comptabilité autonome des établissements d'enseignement et assimilés.

CHAPITRE X — *Dispositions transitoires*

Art. 33. Par mesure transitoire, sont suspendues pendant l'année budgétaire 2024 les dispositions du décret du 20 décembre 2011 visées ci-après :

- l'article 22 § 1^{er}, alinéa 2 et § 2 ;

- l'article 24 § 1^{er} ;

- l'article 28 § 2, 2° et 3°.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2023.

P.-Y. JEHOLET;

Ministre-Président en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale

F. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

F. BERTIEAUX,

Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse,
des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,

Ministre de l'Éducation

—————
Note

(1) *Session* 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 620-1 – Exposé général du budget, n° 620-1 (Annexe 1) – Exposé particulier, n° 620-1 (Annexe 2) - Rapport de la Cellule d'appui en genre (CAG) relatif à la mise en œuvre du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre en Fédération Wallonie-Bruxelles, n° 620-1 (Annexe 3) - Revues des dépenses: suivi de la mise en œuvre, n° 620-1 (Annexe 4) – Addendum, n° 620-1 (Annexe 5) - Rapport de la cour des comptes relatif aux projets de décrets contenant l'ajustement des budgets pour 2023 et les budgets pour 2024 de la Communauté française, n° 620-1 (Annexe 6) - Avis présenté au nom de la commission des Relations internationales, des Sports, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Affaires générales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du gouvernement, n° 620-2 – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n° 620-3 – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles, n° 620-4 – Avis présenté au nom de la commission de l'Éducation, n° 620-5 - Rapport de commission, n° 620-6 – Amendement(s) en séance, n° 620-7 - Texte adopté en séance plénière, n° 620- 8

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 20 décembre 2023.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/005515]

**20 DECEMBER 2023. — Decreet houdende de uitgavenbegroting
van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2024 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de artikelen van dit decreet, wordt onder "decreet van 20 december 2011" verstaan: het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap.

In de artikelen van dit decreet, wordt onder "bijzonder decreet van 3 april 2014" verstaan: het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen.

In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt :

"OA" voor "organisatie-afdeling", of "OA's" voor "organisatie-afdelingen";

"BA" voor "basisartikel", of "BA's" voor "basisartikelen".

"BF" voor "begrotingsfonds", of "BF's" voor "begrotingsfondsen".

Er worden vastleggings- en vereffeningskredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2024, geopend in de begrotingstabel waarbij de kredieten, in duizenden euro, met betrekking tot de programma's over basisartikelen worden verdeeld, gevoegd bij dit decreet, waarvan een samenvatting hierna opgenomen is.

Overeenkomstig artikel 8, § 4, 6° van het decreet van 20 december 2011 worden deze kredieten en fondsen in de bij dit decreet gevoegde begrotingstabel verdeeld (in duizenden euro) over BA's en BF's ten belope van:

Bedragen in duizenden euro	Initiële begroting			
	Vastleggingskredieten	Vereffeningkredieten	Begrotingsfondsen Vastleggingsmiddelen	Begrotingsfondsen Vereffeningmiddelen
Hoofdstuk I-Algemene Diensten	1.075.876	1.055.683	23.175	23.175
Hoofdstuk II-Gezondheid, Sociale Zaken, Cultuur, Audiovisuele Sector en Sport	2.877.094	2.172.684	22.193	22.893
Hoofdstuk III-Onderwijs, Onderzoek en Vorming	10.486.559	10.487.290	36.561	36.561
Hoofdstuk IV-Overheidsschuld van de Franse Gemeenschap	264.799	264.799	-	-
Hoofdstuk V-Dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie	571.320	571.320	-	-
Algemeen totaal	15.275.648	14.551.776	81.929	82.629

Art. 2. De kredieten voor de programma's die betrekking hebben op de werkingskosten van de administraties en de ministeriële kabinetten behelzen :

1°) De bezoldigingen en vergoedingen van alle aard van het actief en ter beschikking gesteld personeel, de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor een hoger ambt en een bijzonder ambt, de opzevergoedingen en vergoedingen voor arbeidsongevallen - met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden - alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel;

2°) De vaste uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en voor diensten :

- Erelonen van advocaten en artsen - Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken - Presentiegeld, reis- en verblijfkosten van niet tot de administraties van de Franse Gemeenschap behorende personen - Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden;

- Verbruiksuitgaven met betrekking tot het bezetten van de lokalen - met inbegrip van de uitgaven voor energieverbruik "stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen" - en uitgaven voor onderhoud - Bureaukosten, huur van informatica-uitrusting, vervoer, belastingen, retributies, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere kleine bestuursuitgaven;

- Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, de reiskosten betreffende de dienstreizen en de verzekeringspremies van de afgevaardigden van het departement die zich naar het buitenland begeven, de bijdrage van de Franse Gemeenschap in de prijs van de sociale abonnementen;

- De andere uitgaven in verband met de werking of de handelingen van de diensten waarvan de beschrijving in de bijzondere toelichting wordt aangegeven.

3°) De uitzonderlijke uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en diensten, waaronder werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen en de verhuiskosten.

4°) De huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de huurgelden, de bezoldigingen en vergoedingen.

5°) De vergoedingen aan derden die het slachtoffer werden van ongevallen waarvoor de Franse Gemeenschap aansprakelijk is alsook de verschillende procedurekosten in verband met deze ongevallen.

6°) De uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen, machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.

7°) De heffingen voor auteursrechten.

Art. 3. In afwijking van artikel 21, § 1, van het decreet van 20 december 2011, kunnen de debetrenten die voortvloeit uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, de op termijn te betalen bedragen in het kader van de uitgifte van thesauriebewijzen en van het gebruik van afgeleide producten met de kassier, door de kassier van ambtswege op de overeenkomstige rekeningen worden uitgetrokken en worden geregulariseerd ten laste van de uitgavenbegroting.

Art. 4. Met toepassing van artikel 13 van het decreet van 20 december 2011, wordt de regering vrijgesteld van de onmiddellijke indiening van een ontwerp van specifiek aanpassingsdecreet, indien de na beraadslaging genomen beslissing tot opening van de kredieten die noodzakelijk zijn voor ofwel de vereffening, ofwel de vastlegging en de vereffening van de uitgaven, cumulatief per kredietjaar lager is dan 5.000.000 euro.

Art. 5. Indien een uitgave niet kan worden aangerekend op de economische codes bepaald in een basisartikel van de bij dit decreet gevoegde begrotingstabel, kan de minister van Begroting de creatie van aanvullende economische codes in hetzelfde basisartikel toestaan.

Art. 6. In afwijking van artikel 8, § 1, derde lid, van het decreet van 20 december 2011, kan de OA 40 twee functionele programma's, namelijk de programma's 0 en 1, omvatten.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 19, § 2, en van artikel 20 van het decreet van 20 december 2011, zijn de bedoelde ontvangers :

- de gewone rekenplichtigen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die vroeger als zodanig door de Minister van Begroting werden aangesteld en die op 1 januari 2013 hun ambt bekleedden, en de ontvangers-thesauriers die vanaf 1 januari 2013 werden aangesteld.

HOOFDSTUK II — *Bepalingen in verband met de bezoldigingen*

Art. 8. In de dringende gevallen bedoeld in artikel 26 §§ 2 en 3 van het decreet van 20 december 2011 kunnen de bezoldigingen van het administratief, onderwijzend en gelijkgesteld personeel ten laste van niet-limitatieve kredieten, als zodanig geïdentificeerd in de begrotingstabel, worden vastgelegd, vereffend en betaald met een kredietoverschrijding, te regulariseren door de na beraadslaging genomen beslissing van de regering die de overdracht van kredieten vermeld in artikel 26 §§ 2 en 3 van het bedoelde decreet toestaat.

Indien de in artikel 26 §§ 2 en 3 bedoelde procedure geen voldoende kredieten opent om de in het eerste lid bedoelde overschrijdingen aan te zuiveren, kunnen, in afwijking van artikel 13 van het bedoelde decreet, de bezoldigingen van het administratief, onderwijzend en gelijkgesteld personeel worden vastgelegd, vereffend en betaald met een kredietoverschrijding, te regulariseren door de na beraadslaging genomen beslissing van de regering volgens de procedure bepaald in artikel 13 van dat decreet.

Indien de datum van de overschrijding het finaliseren van de bij het derde lid van artikel 13 van het decreet van 20 december 2011 bepaalde procedure onmogelijk maakt binnen de vereiste termijn, worden de vastgestelde overschrijdingen geregulariseerd naar aanleiding van de toepassing van artikel 45 van het decreet van 20 december 2011 op het begrotingsjaar waarin de overschrijding werd vastgesteld.

HOOFDSTUK III — *Bepalingen in verband met de verdeling van de kredieten*

Art. 9. In afwijking van artikel 26, § 1, 1° en 2° van het decreet van 20 december 2011, kan op de volgende BA's een nieuwe kredietverdeling worden toegepast, op aanvraag van de ordonnerende minister en na instemming van de Minister van Begroting:

nr	Toegestane verdeling van kredieten	Motivering
1	De kredieten van de BA's van de OA's 06 en 10 kunnen herverdeeld worden over elk BA van genoemde OA's. De opschriften van de programma's kunnen aan die verdelingen worden aangepast en rekening houden met de administratieve aanpassingen in verband met de verdeling van de bevoegdheden en de samenstelling van de regering	Maakt een nieuwe verdeling van de kredieten tussen de organisatie- afdelingen 06 en 10 mogelijk en houdt rekening met de aanpassing van de opschriften van de programma's na een wijziging van de samenstelling van de regering en de bevoegdheden van haar leden.
2	De kredieten van BA 01.03.22 van OA 14 kunnen worden verdeeld over elk BA van de uitgavenbegroting	Maakt de verdeling mogelijk van de interdepartementale provisie voor het publieke aandeel van de Federatie Wallonië-Brussel in de Europese cofinanciering.
3	De kredieten van de BA's 01.03.02, 01.11.02, 01.14.02, 01.20.02, 01.21.02, 01.01.35 van OA 11 kunnen aan elk BA van de uitgavenbegroting worden toegewezen.	Maakt het mogelijk diverse voorzieningen die in de begrotingstabellen beter worden toegelicht, te verdelen over de betrokken BA's in andere organisatie-afdelingen van de begroting.
4	AB 01.01.11 kredieten van OA 20 kunnen worden verdeeld over elk BA in de begroting.	Maakt de verdeling mogelijk van de voorziening voor de non-profit sector alsook bepaalde werkingsposten over te dragen naar operationele-BA's.
5	De kredieten van de BA's van de OA 20-programma's 1, 2, 3 en 7 kunnen over alle BA's van dezelfde programma's worden verdeeld.	Maakt het voor het jaar 2024 mogelijk te reageren op vraagstukken in verband met de herziening van de begrotingsstructuur die zich zouden voordoen gedurende het jaar alsmede de toepassing van het mechanisme voor steun aan operatoren van overeenkomsten en programmaovereenkomsten voor podiumkunsten in VAK/VEK (CE/CL) en de overdracht van vereffeningskredieten vanuit de programma's 2 en 3 naar diverse AB's die het voorwerp hebben uitgemaakt van overdrachten in het kader van de financiering van programmaovereenkomsten voor podiumkunsten en waarvoor een uitstaand bedrag van 2 miljoen euro kan worden overgedragen naar 2024.
6	De kredieten van BA 01.01.11 van OA 25 kunnen worden verdeeld over elk BA van dezelfde OA.	Maakt de verdeling van deze voorziening over de BA's van de betrokken OA mogelijk, overeenkomstig het doel van deze voorziening.
7	De kredieten van de BA's 01.06.30, 01.10.30, 01.11.30, 01.13.30, en 01.02.55 van OA 40 kunnen worden verdeeld naar de BA's van de OA's 54, 55 en 57.	Maakt het mogelijk de verschillende voorzieningen die voor de uitvoering van de hervormingen zijn opgericht, te verdelen over de organisatie-afdelingen van het hoger onderwijs
8	De kredieten van BA 01.02.31 van OA 45 kunnen worden verdeeld over de BA's 41.13.20 en 41.14.20 van OA 45.	Maakt het mogelijk het BA voorziening met een beter opschrift in de begrotingstabellen te verdelen over de ad-hoc BA's van OA 45-programma 2.

nr	Toegestane verdeling van kredieten	Motivering
9	De kredieten van BA 01.07-30 in OA 40 kunnen worden overgedragen naar elk BA van de OA's. 40, 45, 46, 47, 50, 54, 55, 56, 57 en 58.	Maakt de kredietverdelingen mogelijk om te voorzien in onvoorziene budgettaire behoeften die zich in de loop van het boekjaar kunnen voordoen.
10	De kredieten van de BA's 41.23.31, 41.23.51 en 41.23.80 van OA 50 kunnen verdeeld worden over elk van deze BA's.	Maakt het mogelijk kredieten van door de Federatie Wallonië-Brussel georganiseerde centra opnieuw te bestemmen op basis van een nieuwe raming van de behoeften.
11	De kredieten van de BA's 41.23.70 van OA 51, 41.23.50 en 41.23.70 van OA 52 en 41.23.50 van OA 53 kunnen worden verdeeld over elk van deze BA's.	Maakt de correcte toepassing mogelijk van de bepalingen van het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basis- en secundair onderwijs, en inzonderheid artikel 7 ervan, op grond waarvan een deel van de bedragen die worden betaald aan scholen die onder de OA's 51 of 53 vallen, aangerekend worden op OA 52.
12	De kredieten van de BA's 44.23.74 van OA 51, 44.23.55 van OA 52 en 44.23.56 van OA 53 kunnen worden verdeeld over elk van deze BA's.	
13	De kredieten van de BA's. 43.23.72 van OA 51, 43.23.53 van OA 52 en 43.23.53 van OA 53 kunnen verdeeld worden over elk van deze BA's.	
14	De ordonnerende Minister kan de BA's betreffende de werkingsuitgaven van de onderwijsinstellingen over de OA's 51, 52, 53 en 56 herverdelen.	
15	De kredieten van BA's 01.02.82 en 01.03.82 van OA 56, en 12.01.02 van OA 58 kunnen worden verdeeld over de BA's. 11.03.40, 43.01.43 en 44.01.44 van OA 56	Maakt de overdracht mogelijk van de voorzieningen voor het onderwijs voor sociale promotie, geheel of gedeeltelijk, over de BA's loon van het onderwijs voor sociale promotie.
16	De kredieten van BA 01.09.91 van OA 52 kunnen worden verdeeld over BA 01.05.80 van OA 51 en omgekeerd.	Het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media bepaalt de bedragen voor initiatieven op het gebied van de opvoeding tot de media. Deze bepaling maakt een optimale verdeling van de bedragen tussen het basisoniveau (OA 51) en het secundair niveau (OA 52) mogelijk.
17	BA 41.01.14 van OA 12 kan toewijzingen uit elk BA van de uitgavenbegroting ontvangen.	ETNIC kan kredieten ontvangen voor IT-projecten.
18	De kredieten van de BA's van OA 18 kunnen worden verdeeld over BA 34.01.11 van OA 18.	Deze bepaling is een veiligheidsmaatregel om te zorgen voor de nodige middelen om financiële bijstand aan gedetineerden.
19	De kredieten opgenomen in BA 11.01.16, 01.05.12, 01.06.12 en 01.07.12 van OA 40, 41.01.40 van OA 41 en 11.04.01 van OA 11 betreffende voortgezette beroepsopleiding kunnen over elk van deze AB's worden verdeeld.	Maakt de toepassing mogelijk van de bepalingen van het Decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra.
20	De kredieten van de BA's lonen van OA 53 kunnen worden verdeeld over de BA's 41.23.50, 43.23.53 en 44.23.56 van OA 53, en omgekeerd.	Maakt het mogelijk de nodige kredieten te verstrekken voor de toekenning van dotaties en werkings-subsidies aan de territoriale clusters voor het schooljaar 2023-2024, overeenkomstig artikel 6.2.5-6. van het decreet tot oprichting van de territoriale clusters die belast zijn met de ondersteuning van de scholen voor gewoon onderwijs bij de uitvoering van redelijke aanpassingen en permanente volledige inschakeling, zodra de gegevens die de berekening van de aan de werking toegekende bedragen mogelijk maken, beschikbaar zijn voor elk van de clusters is beschikbaar.
21	De kredieten van het BA, die de toewijzingen aan de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstellingen dekken, kunnen worden verdeeld over BA 61.01.01 van OA 44.	Maakt de voeding van één enkel BA mogelijk dat de financiering toelaat van een overheidsopdracht voor de gegroepeerde aankoop van energie.
22	De kredieten van het BA 12.01.70 van OA 50 kunnen worden verdeeld over het BA 41.12.10 van OA 54.	In het kader van de overeenkomst tussen de FWB en ULG voor het beheer van het <i>Centre de Strée</i> maakt deze bepaling een overdracht van kredieten naar de universitaire sector mogelijk.

nr	Toegestane verdeling van kredieten	Motivering
23	De kredieten van BA 01.07.20 van OA 45 kan worden verdeeld over programma 5 van OA 55.	In het kader van de terugvordering van de voorheffingen van onderzoekers in hogescholen kunnen de desbetreffende kredieten worden overgedragen naar programma 5 (werking van de hogescholen) van OA 55 met het oog op retrocessie aan deze instellingen.
24	Kredieten van BA 01.10.15 van OA 12 kunnen worden verdeeld over BA 01.01.31 van OA 41.	Maakt het mogelijk middelen toe te wijzen voor de vroegtijdige inschakeling van techno-pedagogische adviseurs.
25	De kredieten van BA 01.01.11 van OA 14 kunnen worden verdeeld over elk BA van de uitgavenbegroting.	Maakt de verdeling mogelijk van de interdepartementale voorziening voor de uitgaven in verband met het Belgische voorzitterschap van de EU in 2024
26	De kredieten van de programma's 0 en 1 van OA 11 kunnen worden overgedragen naar elk AB van OA 85.	Maakt het mogelijk, om veiligheidsredenen, toewijzingen tussen de operationele programma's van het ministerie aan de OA toe te wijzen die de schuldenlast dekt.
27	De kredieten van BA 01.02.40 van de OA 41 met betrekking tot CGT's (Centra voor geavanceerde technologie), d.w.z. een maximumbedrag van 1.000.000 euro, kunnen worden verdeeld over het BA lonen van het onderwijzend personeel.	Maakt de verdeling mogelijk van de op AB 01.02.40 van OD 41 aangebrachte voorziening voor CGT's-opleiders.
28	De kredieten van BA 01.07.21 van OA 40 kunnen worden verdeeld over elk BA van OA's 40, 41, 45, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58.	Maakt de verdeling mogelijk van de in de sectorale overeenkomsten bedoelde voorziening voor het onderwijs 2021-2024.

HOOFDSTUK IV — *Bepalingen in verband met de begrotingsfondsen*

Art. 10. In afwijking van artikel 7, 2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011, kunnen de volgende begrotingsfondsen zich in een debettoestand bevinden:

1° de begrotingsfondsen uitgetrokken op de BA's 30.01.80 en 30.02.80 van OA 40;

2° het begrotingsfonds 01.02.11 van OA 25, ten belope van het bedrag uitgetrokken ten laste van het BA;

3° het begrotingsfonds 01.01.91 van OA 55, ten belope van de bedragen die door institutionele overeenkomsten (Europese fondsen, enz.) worden toegekend.

Art. 11. Het begrotingsfonds Nationale Loterij (01.01.36 van OA 11) wordt gestijfd door de dotaties en voorschotten van de Nationale Loterij. De bestemde ontvangsten van dat fonds worden door de regering verdeeld over de begunstigen, met inbegrip van het Sportfonds – Activiteiten (SACA Sport). In afwijking van artikel 27, tweede lid, van het decreet van 20 december 2011, wordt de ontvanger-thesaurier van het BF Nationale Loterij (01.01.36 van OA 11) ertoe gemachtigd de rekening van het BF SACA Sport (Sportfonds – Activiteiten) volgens de door de regering besliste verdeling te stijven.

Art. 12. De uitgaven op de begrotingsmiddelen worden beperkt tot het in de begrotingstabellen geraamde bedrag, behoudens afwijkingen toegestaan door de regering.

Art 13. In afwijking van het doel van de uitgaven is het Sportfonds gemachtigd al zijn middelen over te dragen naar de rekening SACA Sport.

HOOFDSTUK V — *Bepalingen in verband met facultatieve subsidies*

Art. 13. Met toepassing van artikel 8, § 4, 3° van het decreet van 20 december 2011, kan de regering subsidies toekennen bij gebrek aan een organiek decreet, voor de volgende uitgaven die per programma worden geïdentificeerd :

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
	OA 11 - Algemene Zaken - Algemeen Secretariaat
	<i>Programma 0 - Levensonderhoud</i>
1	Subsidies voor de bezoldiging van personeel dat in het kader van het Professional Transition Programme (PTP) in dienst is genomen;
2	Subsidie aan de Wetenschappelijke Vereniging voor Algemene Geneeskunde.
3	Facultatieve subsidies aan de non-profit sector
	<i>Programma 1 - Algemeen secretariaat</i>
4	Diverse subsidies in het kader van de promotie van Brussel
5	Subsidies op het gebied van media-opvoeding
	<i>Programma 2</i>
6	Subsidies om deel te nemen aan uitwisselingen van goede praktijken en het functioneren Van de ambtenarenzaken met andere overheidsinstanties
7	Subsidie aan de Interfederale Tuchtcommissie voor Doping
	<i>Programma 3 - Informatie, bevordering en verspreiding van de Franse taal en culturen de Gemeenschap Wallonië-Brussel</i>

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
8	Subsidies ter ondersteuning van de verspreiding van het Verdrag inzake de rechten van het kind, opleiding, voorlichting en evenementen in verband met het Verdrag, in het kader van de internationale werkzaamheden;
9	Subsidie aan het investeringsfonds Start ter dekking van de exploitatiekosten;
10	Subsidies voor de coördinatie van transversale vraagstukken, informatie, invloed, reputatie en promotie van de Franse Gemeenschap en de democratische waarden die zij verdedigt, in België en in het buitenland;
11	Subsidies voor openbare instellingen die de feesten van de Franse Gemeenschap organiseren;
12	Diverse subsidies voor samenwerking tussen de 3 Gemeenschappen op onderwijsgebied;
13	Subsidies in het kader van duurzame ontwikkeling en bestrijding van opwarming van het klimaat
14	Subsidies op het gebied van vrouwenrechten en geweld tegen vrouwen in de Franse Gemeenschap
15	Subsidies voor acties ter bevordering van burgerschap, armoedebestrijding, vermindering van sociale ongelijkheden, samenleven en maatschappelijke waarden van de Franse Gemeenschap in Federatie Wallonië-Brussel en Francophonie;
16	Subsidies in verband met de acties van de cel Geheugen - Extremisme - Radicalisme;
17	Subsidie ter ondersteuning, samen met het Waals Gewest, van de metropolen van cultuur;
18	Subsidies voor de bezoldiging van personeel dat in het kader van het Professional Transition Programme in dienst is genomen;
19	Subsidies voor zichtbaarheidsacties van de Franse Gemeenschap, inzonderheid via de sportpraktijk;
20	Subsidies voor de bevordering en bescherming van de rechten van het kind;
21	Subsidies voor antiracisme-initiatieven;
22	Subsidie voor kwaliteitsbeoordeling en -verbetering in universitaire ziekenhuizen;
23	Subsidie aan de VZW Plateforme pour l'Amélioration continue de la Qualité des soins et de La Sécurité des patients (PAQS);
24	Subsidies voor de uitvoering van proefexperimenten met gratis maaltijden om gelijke kansen in het onderwijs te bevorderen;
25	Subsidie aan de Stichting Mons 2025 - Rayonnement Capitale culturelle FWB;
	Programma 9 - Sturing van de begroting van de Franse Gemeenschap
26	Subsidie aan het Centrum voor onderzoek naar regionale economie en economisch beleid (CERPE)
	OA 14 - Internationale betrekkingen en Europese fondsen
	<i>Programma 1 - Internationale Betrekkingen</i>
27	Subsidies in het kader van de internationale betrekkingen;
	<i>Programma 3-Diverse internationale initiatieven op het gebied van de bevoegdheden van de gemeenschap</i>
28	Subsidies in het kader van de samenwerking tussen het departement en diverse internationale instellingen, met inbegrip van acties om het hoger onderwijs aantrekkelijker te maken en de mobiliteit van studenten te bevorderen.
29	Uitgaven voor internationale acties en participatie, met inbegrip van medegefinancierde projecten - subsidies
	OA 15 - Gezondheids-, sociale, culturele en sportinfrastructuur
	<i>Programma 2 - Financieringslasten, investeringen en subsidies voor culturele investeringen</i>
30	Subsidies en uitgaven ter bescherming en opwaardering van de architectuur;
31	Subsidies voor verenigingen ter bescherming en opwaardering van de architectuur
32	Subsidies aan de culturele operator voor architectuur in FWB;
	OA 17 – Hulpverlening aan de jeugd
	<i>Programma 1 - Risicjongeren en jonge delinquenten</i>
33	Subsidies ministeriële initiatieven voor actoren in de sector van de hulpverlening aan de jeugd voor diverse projecten
34	Subsidies aan ondersteunende diensten voor sponsoring;
35	Subsidies voor de opvang voor jongeren op het kruispunt van sectoren;
36	Subsidies ter ondersteuning van huisvestingsdiensten voor kinderen van 0-6 jaar;
37	Subsidies voor preventieacties door de gemeentearrondissementen van de Hulpverlening aan de jeugd;
38	Subsidies voor innovatieve initiatieven op het gebied van Jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd;
39	Subsidies voor transversale acties van de hulpverlening aan de jeugd met andere sectoren;
40	Subsidie aan het Fonds intersyndical d'aide sociale;

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
41	Subsidies in het kader van non-profit overeenkomsten;
42	Subsidies voor de financiering van onderzoek op het gebied van gespecialiseerde hulpverlening aan de jeugd en op het gebied van de jeugdbescherming;
43	Subsidies voor SAIE post IPPJ-projecten;
44	Subsidies voor projecten ter uitvoering van afsplitsingsverblijven;
45	Subsidies aan het Sociaal Fonds Maribel;
46	Subsidies voor projecten in de erkenningsprocedure.
	OA 18 - Justitiehuis
	<i>Programma 3 - Partnerschappen</i>
47	Subsidies aan de diensten voor alternatieve gerechtelijke maatregelen (SEMJA)
48	Subsidie voor specifieke projecten van actieve actoren in de sectoren, voor projecten voor bijstand aan slachtoffers in noodsituaties of in verband met het proces van de aanslagen in Brussel.
49	Subsidies voor ontwikkeling en uitrusting voor verenigingen die actief zijn in de sector van Justitieuizen.
	OA 19 - Kind
	<i>Programma 1 - "Office de la Naissance et de l'Enfance"</i>
50	Aanvullende dotatie voor non-profit subsidies.
51	Subsidies in het kader van non-profit overeenkomsten;
	<i>Programma 2 - Beleid en Kinderopvang</i>
52	Subsidies voor kinderbeleid;
53	Uitrustingssubsidies in het kader van het kinderbeleid
	OA 20 - Cultuur
	<i>Programma 1 - Transversaal</i>
54	Subsidie aan de confederatie van werkgevers in de sport- en sociaal-culturele sector en het intersyndicaal fonds van de FWB VZW-sectoren
55	Werkgelegenheidssubsidies (non-profit, PTP, ex-CPE)
56	Subsidies voor de ondersteuning van acties en initiatieven in verband met de professionalisering en opleiding van culturele operatoren;
57	Subsidies op het gebied van cultuur, creatie en opkomende praktijken;
58	Subsidies voor transversale culturele projecten en operatoren;
59	Subsidies voor ontwikkeling en uitrusting voor provincies, gemeenten en verenigingen en gezelschappen op het gebied van theater, muziek en dans; verenigingen en initiatieven ter bevordering en verspreiding van kunst en permanente opvoeding;
60	Subsidie voor scholen of culturele organisaties in het kader van het PECA decreet; ;
61	Subsidies voor de opleiding van het schoolpubliek inzake cultuur;
62	Subsidie voor de verspreiding en decentralisatie van de podiumkunsten: programma Spectacles à l'école.
63	Subsidie voor de verspreiding en decentralisatie van de podiumkunsten : Tournées Art et Vie.
64	Eenmalige en structurele subsidies voor transversale culturele projecten en operatoren (overeenkomsten en programmaovereenkomsten);
	<i>Programma 2 – Levende kunsten</i>
65	Eenmalige of structurele subsidies aan verenigingen en kunstenaars op het gebied van van de levende kunsten;
66	Subsidies ter dekking van de werkingskosten, buiten de programmaovereenkomst, van de vzw Les Grignoux en de kosten van de lening voor het gebouw La Sauvenière;
	<i>Programma 3 - Muziek</i>
67	Eenmalige of structurele subsidies aan verenigingen en kunstenaars in de gebieden van muziek;
	<i>Programma 4 - Cultureel erfgoed</i>
68	Facultatieve, eenmalige of structurele subsidies aan verenigingen en kunstenaars op het gebied van het cultureel erfgoed;
69	Subsidies in verband met geïndexeerde programmaovereenkomsten en contracten op het gebied van het cultureel erfgoed
70	Subsidie aan de vzw Domaine de Seneffe in het kader van haar museale activiteit en het domeinbeheer
71	Subsidie aan de vzw Archives et musée de la littérature
72	Subsidie aan het Centre de la Gravure et de l'Image imprimée de la Communauté française;
	<i>Programma 5 - Beeldende kunst</i>

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
73	Eenmalige of structurele subsidies aan verenigingen en kunstenaars in de gebieden van visuele en digitale kunst;
	<i>Programma 6 - Talen, letteren en boeken</i>
74	Eenmalige of structurele subsidies aan verenigingen en kunstenaars in de talen, letteren en boeken;
75	Subsidie aan het Nationaal Fonds voor de Letteren
	<i>Programma 7 - Culturele en territoriale actie</i>
76	Eenmalige of structurele subsidies aan verenigingen en kunstenaars op het gebied van culturele centra, bibliotheken, centra voor expressie en creativiteit en amateurpraktijken
77	Subsidie aan de vzw Point-Culture;
78	Subsidie gekoppeld aan de overdracht van de leencentra van de VZW Point-Culture;
79	Subsidie in verband met de overdracht van publiekrechtelijke inrichtende machten van leencentra van de ASBL Point-Culture;
	OA 23 - Jeugd en permanente vorming
	<i>Programma 1 - Diverse initiatieven en interventies en alfabetisering</i>
80	Subsidies voor activiteiten die de culturele verscheidenheid vertegenwoordigen en voor Interculturele acties op initiatief van erkende en niet-erkende verenigingen;
81	Subsidie voor alfabetiseringsinitiatieven;
82	Subsidies voor het Europese project Mindchangers;
	<i>Programma 2 - Jeugd</i>
83	Subsidies voor animatieprojecten van jongerenorganisaties, jongerencentra en niet erkende verenigingen;
84	Subsidies voor culturele creaties, producties en verspreiding Jeunes ;
85	Subsidies voor transversale projecten tussen Jeugd en andere sectoren, alsmede interministeriële jeugdsamenwerking;
86	Uitzonderlijke subsidies voor veiligheid en ontwikkeling in de sector van de jeugd;
87	Subsidies voor de opleiding van sociaal-culturele animatoren;
88	Subsidies voor de opleiding van vrijwillige animatoren;
89	Subsidies voor lokale, Europese en internationale beleidsprojecten inzake jeugd.
90	Subsidies om jongeren weer in contact te brengen met jongerenorganisaties en jongerencentra
	<i>Programma 3 – Permanente opvoeding</i>
91	Subsidies voor de opleiding van sociaal-culturele animatoren in de sector van de permanente opvoeding;
92	Subsidies voor gemeenschappelijke en regionale organisaties op het gebied van culturele recreatie in het algemeen: activiteiten en werkgelegenheid.
	OA 25 - Media
	<i>Programma 1 - Diverse initiatieven en vergoedingen</i>
93	Subsidies ter ondersteuning van de mediasector;
94	Uitrustings- en ontwikkelingssubsidies voor verenigingen en audiovisuele instellingen;
95	Subsidies voor de aankoop van goederen die ter beschikking worden gesteld van culturele instellingen.
	<i>Programma 2 - Film en Video</i>
96	Subsidies ter ondersteuning van initiatieven op audiovisueel gebied;
97	Subsidies voor audiovisueel beleid.
	<i>Programma 3 - Radio en televisie</i>
98	Subsidies aan de RTBF voor de toegankelijkheid van haar programma's;
99	Subsidies aan de RTBF voor schrijfprojecten voor de radio;
100	Subsidies ter dekking van de kosten van lokale en gemeenschappelijke televisiestations en voor de uitrusting en inrichting van televisiestudio's;
101	Diverse werkings-, uitrustings- en infrastructuursubsidies voor lokale televisies;
102	Subsidies ter ondersteuning van de audiovisuele mediasector voor de ontwikkeling van nieuwe omroeptechnologieën.
103	Ontwikkeling van een podcastplatform en initiatieven om de aandacht te vestigen op FWB podcasts en sound design
	<i>Programma 4 - Pers</i>
104	Subsidies ter ondersteuning van initiatieven in de pers;
105	Subsidies voor directe steun aan de opinie- en tijdschriftpers;
106	Subsidie voor de Vereniging van Professionele Journalisten;

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
107	Subsidies voor onderzoeksjournalistiek.
	OA 26 - Sport
	<i>Programma 2 - Onderzoek en ontwikkeling</i>
108	Diverse subsidies voor acties ter bevordering van de sport in de Franse Gemeenschap.
109	Subsidies voor sportinitiatieven voor gevangenen en jongeren in IPPJ's
	<i>Programma 3 - Diverse subsidies</i>
110	Subsidies voor sportclubs die zijn aangesloten bij de federatie voor gehandicaptensport of de recreatiesportfederatie voor gehandicapten;
111	Subsidie van schoolsport en erkende sportverenigingen in het hoger onderwijs;
112	Subsidies voor organisatoren van vrouwen- en sportprojecten;
113	Subsidies voor organisatoren van sport voor allen;
114	Subsidies voor lokale sportcentra;
115	Subsidie voor de versterking van het plan Sport voor gehandicapten"
116	Subsidies aan erkende sportverenigingen en -federaties;
117	Subsidies voor programmaplannen van erkende sportfederaties en de handisportfederatie;
118	Subsidies aan erkende sportfederaties;
119	Subsidies voor gehandicaptenorganisaties;
120	Subsidies voor managementopleiding;
121	Subsidies aan het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité voor deelname aan de Olympische Spelen en partnerschapsovereenkomsten voor jonge sporttalenten;
122	Subsidies voor de aanschaf van sport- en psychomotorische apparatuur;
123	Subsidies voor een vereniging van sportcentra en voor de subsidie van een sportvereniging;
124	Subsidie in het kader van de uitgebreide partiële overeenkomst inzake sport;
125	Subsidie voor jeugdopleiding door sportclubs en -federaties;
126	Subsidie voor promotie en bekendheid van de sportbonden, de niet-competitieve sportbonden en de verenigingen;
127	Subsidies voor promotie van sport bij de jongeren
	OA 40 - Gemeenschappelijke diensten, algemene zaken, internationale betrekkingen
	<i>Programma 0 - Administratieve subsistentie - Onderwijs en Onderzoek</i>
128	Subsidies ter bevordering van de integratie en het gebruik van informatie- en communicatietechnologieën en de communicatie in het onderwijs
129	Subsidies in het kader van de sociale actie van het departement ten behoeve van het personeel van het onderwijs en de opleiding van schooldirecteurs.
	<i>Programma 3 - Diverse initiatieven en vergoedingen op het gebied van het hoger onderwijs</i>
130	Subsidies voor ministeriële initiatieven op het gebied van het hoger onderwijs voor diverse projecten, waaronder studentenprecariteit;
131	Subsidies ter ondersteuning van het genderbeleid;
132	Subsidies voor faciliteiten in instellingen voor hoger onderwijs ter verbetering van de toegankelijkheid in het kader van inclusief onderwijs;
133	Subsidies voor onderwijsonderzoek en enquêtes onder auspiciën van van de OESO;
134	Subsidie aan de "Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)" ;
135	Subsidies voor studentenverenigingen;
136	Subsidie aan ARES ter ondersteuning van de deelname van hoger onderwijsinstellingen van de Federatie Wallonië-Brussel aan het Europese initiatief voor de ontwikkeling van "Europese universitaire netwerken".
	<i>Programma 5 - Samenwerking met diverse instellingen en organisaties op het gebied van Onderwijs - Varia</i>
137	Subsidies op het gebied van het hoger onderwijs;
	<i>Programma 6 - Hoger onderwijs - Wetenschappelijk onderzoek - Administratie</i>
138	Subsidies in verband met het hoger onderwijs.
	<i>Programma 8 - Acties Europese fondsen verschillende initiatieven van het Waals Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op het gebied van werkgelegenheid</i>
139	Subsidies voor de uitvoering van INTERREG-projecten
	<i>Programma 9 - Positieve discriminatie in het leerplichtonderwijs</i>
140	Subsidies voor interculturele opvoedingsacties

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
	OA 41 - Sturing van het onderwijs
	<i>Programma 4 - Onderwijsonderzoek - Inter-netsturing - Activiteiten Inter-net pedagogische activiteiten - Oriëntatie</i>
141	Subsidies in verband met onderwijsbeleid en –ondersteuning van verschillende initiatieven die de reeks ontdekkingen verrijken, inzonderheid in milieu-educatie, burgerschap en humanisme, bevordering van de wetenschap, talen (waaronder de gebarentaal) en creativiteit, schoolherinschakeling en kansen op werk, welzijn en preventie
142	Subsidies in het kader van projectoproepen; in verband met het schoolproject of het plan voor het beheer van basis-, secundaire en gespecialiseerde scholen;
143	Subsidie aan het Maison des maths et du numérique vzw;
144	Subsidies in het kader van oproepen tot het indienen van projecten op het gebied van schooldemocratie, burgeractiviteiten en tegen pesten op scholen;
145	Subsidie aan de dienst experimentele pedagogie van de Université de Liège voor de deelname van de Franse Gemeenschap aan het internationale I.E.A. PIRLS-onderzoek; PIRLS ;
146	Subsidies voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek voor onderwijsonderzoek;
147	Subsidies voor processen die worden uitgevoerd om de kwaliteit en de efficiëntie te verbeteren van onderwijsprestaties;
148	Subsidies voor proefprojecten inzake onderwijs;
149	Subsidies verleend in het kader van de uitvoering en ondersteuning van het Pact van excellentie.
	<i>Programma 6 : Samenwerking met diverse instellingen en organisaties op het gebied van onderwijs - varia</i>
150	Subsidies aan de Association Européenne des Enseignants;
	OA 45 - Wetenschappelijk onderzoek
	<i>Programma 1 - Aantrekkelijkheid van STEAM</i>
151	Subsidies voor STEAM-bewustmakingsacties;
152	Subsidies aan het Institut historique belge de Rome en de Ecole française d’Athenes;
153	Subsidies aan het “Centre de Recherche en Mathématique (CREM)” ;
154	Subsidies voor studies en acties ter verspreiding van wetenschappelijke kennis;
155	Subsidies aan de Internationale Instituten voor Fysica en Scheikunde opgericht door Ernest Solvay;
156	Subsidie aan de Academia Belgica;
157	Subsidie aan Spark Oh! (voorheen Parc d’Aventures Scientifiques - PASS).
	<i>Programma 2 - Rechtstreekse steun aan onderzoeksactoren in FWB</i>
158	Subsidies voor onderzoek in de Hogescholen;
159	Subsidies voor de deelname van onderzoekers aan Europese initiatieven;
160	Subsidie aan de Academia Belgica - Beurzen voor historische studies in Rome (ex IHBR) ;
161	Beurzen voor groepsreizen van studenten;
162	Subsidies ter ondersteuning van onderzoekinfrastructuur;
163	Subsidies voor de toepassing van het Europees Handvest voor Onderzoekers/EURAXESS.
164	Subsidies voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek -Ministerieel initiatief;
165	Subsidies die de aanwezigheid van onderzoekers van de Franse Gemeenschap mogelijk maken op archeologische plaatsen;
166	Subsidies ter bevordering van het delen van kennis
167	Subsidies om alternatieven voor dierproeven mogelijk te maken
	OA 46 - Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België
	<i>Programma 2 - Diverse subsidies</i>
168	Diverse subsidies voor de financiering van prijzen, wedstrijden, publicaties, opwaardering van prijzen, langetermijnprojecten, dienstreizen naar het buitenland, de kosten van conferenties en de diverse werkingskosten van de instelling;
169	Subsidie voor het Collège Belgique;
170	Subsidie voor een Franstalige Belgische onderzoeker aan de Ecole française d’Athenes (EFA)
	OA 51 - Voorschools- en lager onderwijs
	<i>Programma 7 - Werking van lagere scholen</i>
171	Subsidies voor inrichtingen die onderwijs in de Franse taal aanbieden.
	<i>Programma 8 - Bestrijding van schooluitval</i>
172	Subsidies voor specifieke projecten ten behoeve van het basisonderwijs, inzonderheid op het gebied van culturele en milieu-educatie, kunst,...

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
173	Subsidies voor projecten in verband met pedagogische creatie;
	<i>Programma 9 Positieve discriminatie en de bevordering van een succesvolle school</i>
174	Subsidies voor ISP's/ESP's – Opleiding tijdens de loopbaan
	OA 52 - Secundair onderwijs
	<i>Programma 9 - Positieve discriminatie - Varia</i>
175	Subsidies voor pedagogische en culturele evenementen, waaronder de toewijzing van prijzen;
176	Subsidies aan organisaties die tot doel hebben de wereld van het kwalificerend onderwijs te verbinden met het bedrijf, inzonderheid Technocampus;
177	Subsidies voor acties met betrekking tot de herwaardering van het technisch en beroepsonderwijs en de modernisering van de technische en professionele uitrusting van de scholen;
178	Subsidies voor het onderhoud van uitrusting voor technisch en beroepsonderwijs;
179	Subsidie aan de vzw Worldskills Belgium;
	OA 53 - Gespecialiseerd onderwijs
	<i>Programma 7 - Initiatieven op het gebied van het onderwijs van leerlingen met specifieke behoeften</i>
180	Subsidies voor inrichtingen die de door het gespecialiseerd onderwijs beoogde bevolkingsgroepen ondersteunen, ter bevordering van het verstand van hun problemen alsook hun integratie.
	OA 54 - Universitair onderwijs
	<i>Programma 1 - Gemeenschapsuniversiteiten</i>
181	Subsidie aan het Centre hospitalier universitaire de Liège ter dekking van de uitzonderlijke kosten en om bij te dragen aan de kapitaalvorming.
	<i>Programma 2 - Vrije universiteiten</i>
182	Subsidie voor het Institut universitaire d'études du Judaïsme Martin Buber.
	<i>Programma 4 - Universitair onderwijs</i>
183	Subsidies voor de bevordering van het hoger universitair onderwijs ;
184	Subsidies ter dekking van de werkingskosten van het Centre de recherches métallurgiques;
185	Subsidie voor de werking en de maatschappelijke dienst van de Faculté de Théologie Protestante te Brussel;
186	Subsidies voor interuniversitaire samenwerkingsinitiatieven;
187	Subsidie voor de gecoördineerde virtuele of interuniversitaire bibliotheek bij de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap (CIUF);
188	Subsidies ter ondersteuning van acties voor de opleiding van volwassenen in het hoger onderwijs;
189	Subsidies voor gezondheidsbevordering en preventieve geneeskunde;
190	Subsidies voor initiatieven ter bevordering van succes;
191	Subsidies ter ondersteuning van opleidingsacties in het hoger volwassenenonderwijs.
	OA 55 - Hoger onderwijs buiten universiteiten en hogescholen
	<i>Programma 5 - Werking van Hogescholen</i>
192	Subsidies voor hogescholen;
	<i>Programma 8 - Hogescholen en hoger onderwijs buiten de universiteiten</i>
193	Subsidies voor de ontwikkeling van het hoger onderwijs;
194	Subsidies voor hulpcentra voor media-opvoeding;
195	Subsidies ter ondersteuning van acties voor de opleiding van volwassenen in het hoger onderwijs;
196	Subsidies voor initiatieven om succes te bevorderen.
	OA 56 - Onderwijs voor sociale promotie
	<i>Programma 8 - Transversale initiatieven in het onderwijs voor sociale promotie</i>
197	Subsidies voor ministeriële initiatieven op het gebied van sociale promotie voor diverse projecten
198	Subsidies voor de evaluatie van de kwaliteit van het onderwijs voor sociale promotie
199	Subsidies voor de ontwikkeling van inclusieve scholen.
200	Subsidies voor de validering van vaardigheden in sociale promotie, waaronder de subsidiëring van het Consortium de validation des compétences;
	OA 57 - Kunstonderwijs
	<i>Programma 2 - Diverse initiatieven en subsidies</i>
201	Subsidies ter dekking van de werkingskosten van de stichting van openbaar nut « Académie d'été de Wallonie » ;

Nr.	Per programma toegestane subsidies :
202	Subsidies voor de Opleiding tijdens de loopbaan;
203	Subsidies aan diverse verenigingen die werkzaam zijn op het gebied van het kunstonderwijs.
	<i>Programma 4 - Werking van instellingen voor hoger onderwijs</i>
204	Subsidies aan diverse verenigingen die werkzaam zijn op het gebied van het kunstonderwijs.
205	Subsidies ter ondersteuning van acties voor de opleiding van volwassenen in het hoger onderwijs
	<i>Programma 9 - Uitrusting</i>
206	Subsidies voor de uitrusting van hogere kunstscholen.
	OA 58 - Afstandsonderwijs
	<i>Programma 0 - Subsistentie - Onderwijs en Onderzoek</i>
207	Subsidies voor nieuwe initiatieven of in verband met het beleid van het afstandsonderwijs.
208	Administratieve dienst met autonome boekhouding voor niet-schoolse infrastructuur
209	Subsidies voor de aankoop van het Théâtre National de la Communauté française.
210	Subsidies voor de financiering van de rente-en leninglasten van het Joods Museum van België en lokale collectiviteiten.
211	Subsidies voor culturele infrastructuurprojecten.
212	Subsidies voor sportinfrastructuurprojecten.
213	Subsidies toegekend voor infrastructuurprojecten in het kader van de hulpverlening aan de jeugd.
214	Subsidies toegekend voor infrastructuurprojecten voor jeugd en jongerenhuizen.

HOOFDSTUK VI — *Bijzondere bepalingen*

Art. 14. De uitgavenverrichtingen voor de aflossing van de schuld van de Franse Gemeenschap kunnen beschouwd worden als financiële verrichtingen.

Art. 15. De financiële rekening – Voorfinanciering Franse Gemeenschap – van het Agentschap Europees Sociaal Fonds kan zich in een debettoestand bevinden met het oog op de gedeeltelijke voorfinanciering van de operatoren die kredieten van het Europees Sociaal Fonds ontvangen binnen de perken van de door die instelling vastgestelde begroting.

De financiële rekening van het « AMIF » (Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie) kan zich in een debettoestand bevinden ten belope van de vorderingen tegen Europa voor asiel en migratie, met het oog op de gedeeltelijke voorfinanciering van de operatoren die kredieten van het Europees Sociaal Fonds ontvangen binnen de perken van de door die instelling vastgestelde begroting.

Art. 16. De werkgeversbijdrage in de bezoldiging van het personeel van de scholen die ressorteren onder het beroepsdoorstromingsprogramma en de hulp aan de eerste betrekking uitgetrokken op de BA's 41.23.70, 43.23.72 en 44.23.74 van OA 51; 41.23.50, 43.23.53, 44.23.55 en 41.23.70 van OA 52; 41.23.50, 43.23.53 en 44.23.56 van OA 53 en 41.23.50, 43.23.54 en 44.23.55 van OA 56 kan rechtstreeks op artikel 49.55.00 van de algemene gewone ontvangsten worden gestort.

Art. 17. De regering kan de VZW "Le Palace" een subsidie toekennen bestemd voor de terugbetaling van het kapitaal en de intresten en/of voor de financiering van werken en de uitrusting.

Art. 18. De terugbetalingen betreffende de geschillen inzake specifiek inschrijvingsgeld dat wordt betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in artikel 1.7.2-1, § 3, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, kunnen worden aangerekend op de BA's betreffende de betaling van de dotaties of werkingssubsidies voor de inrichtingen waar de bovenvermelde leerlingen of studenten school gaan.

Art. 19. Met het oog op het toevertrouwen van het financieel beheer van sommige activiteiten aan het Secretariaat voor de ondersteuning van het interne beheer en de interne controle op de Kabinetten, wordt de regering van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd daar een thesaurier aan te stellen, die door de Minister van Begroting wordt aangewezen op de voordracht van de Minister-President en voor het Rekenhof rekenschap moet geven. Deze thesaurier wordt ertoe gemachtigd uitgaven in verband met de toekenning van maaltijdcheques te verrichten.

Art. 20. De Franse Gemeenschap waarborgt voor een maximumbedrag van 650.000 euro (inclusief btw en honoraria) de terugbetaling in kapitaal, intresten en toebehoren van de lening die de vzw "Centre sportif et culturel des Fourons" is aangegaan voor een periode van 25 jaar met het oog op de aankoop, om schooldoeleinden, van een schoolgebouw dat toebehoort aan de gemeente Fourons-Saint-Martin en gelegen is te 3790 Rue Saint-Martin, nr. 20.

Ingeval op de waarborg van de Franse Gemeenschap een beroep wordt gedaan, zal het bedrag waarvoor op deze waarborg een beroep wordt gedaan, in mindering worden gebracht van de subsidies die door de Franse Gemeenschap aan de voornoemde VZW worden uitgekeerd.

Art. 21. De uitgaven ten laste van BA 01.08.01 van OA 44 mogen alleen betrekking hebben op de financiering of subsidiëring van snelle oplossingen in afwachting van de creatie van plaatsen, inzonderheid die in het kader van de oproepen tot het indienen van projecten voor de creatie van plaatsen. Deze snelle oplossingen kunnen inzonderheid betrekking hebben op de aankoop of de huur van modulaire klaslokalen, het hergebruik en de aanpassing van modulaire paviljoens uit het noodplan, de huur en de inrichting van gebouwen. Dit BA kan alleen betrekking hebben op uitgaven voor projecten in een demografisch spanningsveld, vastgesteld overeenkomstig het decreet van 19 juli 2017 betreffende het aanbod van plaatsen in zones met demografische spanning, de subsidies in verband met schoolgebouwen, het prioritaire programma voor werken, en de subsidiëring van de inrichtingen voor leerplichtonderwijs.

Art. 22. De regering is gemachtigd om geheel of gedeeltelijk af te zien van de onverschuldigde betalingen die worden gevorderd van een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs, overeenkomstig artikel 1.7.3-1, § 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, betreffende personeelsleden die in strijd met de geldende

wetgeving zijn aangesteld, aangeworven of toegelaten tot de stage. De regering beperkt de vordering tot terugbetaling van onverschuldigd betaalde bedragen tot het verschil tussen het salaris voor het ambt van selectie of bevordering en dat voor het oorspronkelijke ambt.

Art. 23. De regering van de Franse Gemeenschap wordt gemachtigd de op OA 20 BA 45.01.31 uitgetrokken dotatie aan de Franse Gemeenschapscommissie om culturele aangelegenheden vast te leggen en te vereffenen, ten belope van 10.101.000 euro.

HOOFDSTUK VII — *Openbare administratieve instellingen*

Art. 24. De regering kan een aanpassing van het Fonds Ecureuil tot wijziging van de SEC-impact van de initiële begroting goedkeuren.

Art. 25. De begrotingen voor het jaar 2024 van Wallonie-Bruxelles International en ETNIC worden goedgekeurd en als bijlage bij dit decreet gevoegd.

Art. 26. De kredieten van BA 2.9, programma 02, titel 1, van de uitgavenbegroting WBE voor het jaar 2024 worden in de loop van het jaar aangepast aan het bedrag van de rechten vastgesteld in ontvangsten op de BA van 21.2.4 van de ontvangstenbegroting voor het jaar 2024, na validering door de Regeringscommissarissen.

Art. 27. “Wallonie-Bruxelles International” kan de volgende subsidies toekennen:

1° subsidies in een bilateraal kader (ter ondersteuning van een Waals-Brusselse operator of, in het kader van een prioritaire samenwerking, een operator uit een land van prioritaire samenwerking) buiten de uitvoering van een cultureel akkoord of een samenwerkingsakkoord;

2° subsidies aan een operator van “Wallonie-Bruxelles” in het kader van zijn internationalisering;

3° subsidies in de vorm van beurzen aan een “Wallonie-Bruxelles” of buitenlandse begunstigde in het kader van een programma dat niet is opgenomen in een vaste paritaire commissie: in het bijzonder beurzen toegekend in het kader van het programma van de excellentiebeurzen, stages bij internationale organisaties, bedrijven of besturen, stages voor jonge ondernemers,; de toekenning van subsidies aan universiteiten die zomercursussen organiseren, namelijk op het gebied van het leren van de Franse taal voor stagiairs van wie het land niet het voorwerp uitmaakt van een samenwerkingsakkoord of een cultureel akkoord dat voorziet in de toekenning van subsidies aan onderdanen van het betrokken land;

4° subsidies met het oog op de promotie van de Franse taal aan Belgische of buitenlandse overheids- of semi-overheidsoperatoren.

5° subsidies aan de Egmontstichting voor de organisatie van opleidingen voor diplomaten en ambtenaren van de Ministeries van Buitenlandse Zaken van prioritaire samenwerkingslanden;

6° subsidies aan de Association des Ecoles à programme Belge à l’Etranger (AEBE) aan het Centre européen de langue française (CELF) - Alliance française de Bruxelles-Europe in het kader van het actieplan 2002 Franse taal

7° subsidies in het kader van taalondersteunende programma’s;

8° subsidies op het gebied van jeugd via het Internationaal Jeugdbureau, buiten de uitvoering, als Nationaal Agentschap, van het Europese Erasmus + programma, en niet voorzien in het kader van de uitvoering van culturele of samenwerkingsakkoorden;

9° subsidies op het gebied van de Franstalige wereld;

10° subsidies in een grensoverschrijdend kader, zowel op het niveau van de uitvoering als buiten de uitvoering van Interreg-programma’s, ten gunste van Waals-Brusselse actoren die met name belast zijn met de opvolging, de coördinatie of de voorbereiding van specifieke projecten;

11° subsidies die in een multilateraal kader worden toegekend aan operatoren, in het bijzonder multilaterale operatoren;

12° subsidies na projectoproepen gevalideerd door de Ministers-Presidenten van Wallonië en van de Federatie Wallonië-Brussel in het kader van indirecte bilaterale of gedecentraliseerde samenwerking.

HOOFDSTUK VIII — *Bijzondere afdeling*

Art. 28. In afwijking van artikel 4, lid 2, van het decreet van 20 december 2011, wordt bij dit artikel een bijzondere afdeling in de begroting opgenomen, die bestaat uit het volgende artikel: 66.01.00, waarvan de ontvangsten en uitgaven gelijk zijn en geraamd worden op 4.471.430.000 euro.

De inkomsten bestaan uit bijdragen van de federale overheid berekend overeenkomstig artikel 7, §§ 2 en 3, van het bijzonder decreet van 3 april 2014 en uit forfaitaire bedragen. De uitgaven bestaan uit betalingen aan de in hetzelfde artikel 7, §§ 2 en 3, van het bijzonder decreet bedoelde entiteiten. De details van de stromen zijn opgenomen in bijlage 2 bij dit decreet.

Met het oog op de naleving van artikel 7, § 5, van het bijzonder decreet van 3 april 2014, kunnen de op artikel 66.01 uitgetrokken uitgaven worden vastgelegd, vereffend en betaald bij ontstentenis van inning van de overeenkomstige ontvangsten, doch binnen de perken van de maandelijks schuldvorderingen van de Gemeenschap op de federale overheid.

HOOFDSTUK IX — *Administratieve diensten met autonome boekhouding*

Art. 29. Voor het begrotingsjaar 2024 worden de verrichtingen van de administratieve diensten met autonome boekhouding, van de PMS-centra en van de onderwijsschoolinstellingen geraamd op de bedragen die zijn vermeld in hun respectieve begrotingen als bijlage bij dit decreet.

Art. 30. De bevoegde ministers kunnen de verantwoordelijken voor het financieel beheer van het Musée de Mariemont, van de scholen en de PMS-centra van de Franse Gemeenschap, van de openlucht recreatiecentra, van het tuinbouwtechnisch centrum van de Franse Gemeenschap, van de agronomische technologiecentra van de Franse Gemeenschap, van het centrum voor zelfopleiding en voortgezette vorming en van het technisch en pedagogisch centrum met autonome boekhouding, machtigen om over te gaan tot de verkoop van de roerende goederen die hun ter beschikking werden gesteld wanneer deze niet meer kunnen worden gebruikt.

Art. 31. In afwijking van artikel 69, laatste lid, van het decreet van 20 december 2011, kan de begroting van SACA’s (administratieve diensten met autonome boekhouding) door de regering worden aangepast indien hun ESR-saldo niet wordt gewijzigd.

Art. 32. De begrotingen van de volgende diensten worden goedgekeurd en als bijlage bij dit decreet gevoegd:

1. de begroting van het *Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel* ;
2. de begroting van het *Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement de la Communauté française* ;
3. de begroting van het *Fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs*;
4. de begroting van het *Fonds de garantie des Bâtiments scolaires* ;
5. de begroting van het *Observatoire des Politiques culturelles* ;
6. de begroting van het *Agence Fonds social européen (F.S.E.)*;
7. de begroting van het *Musée royal de Mariemont* ;
8. de begroting van het *Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie*;
9. de begroting van het *Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française* ;
10. de begroting van de *Service Francophone des Métiers et des Qualifications*;
11. de begroting van het *Fonds de création de places ou de maintien de la capacité d'accueil dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire* ;
12. de begroting van het programma voor prioritaire werken (PPT).
13. de begroting van de *Cellule Urgence et Redéploiement (CUR)*
14. de begroting van het *Fonds des infrastructures non-scolaires*.
15. de begroting van het *Plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires*.
16. de begroting van *SACA Sport*
17. de aggregeerde begroting van de administratieve diensten met autonome boekhouding van de onderwijsinstellingen en de daarmee gelijkgestelde instellingen.

HOOFDSTUK X — Overgangsbepalingen

Art. 33. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de volgende bepalingen van het decreet van 20 december 2011 voor het begrotingsjaar 2024 opgeschort:

- artikel 22 § 1^{er}, tweede lid en § 2 ;
- artikel 24, § 1;
- artikel 28, § 2, 2^o en 3^o.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 20 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 620-1 – Algemene toelichting bij de begroting, nr. 620-1 (Bijlage 1) – Bijzondere toelichting, nr. 620-1 (Bijlage 2) - Verslag van de Gendersteuneenheid(CAG) betreffende de uitvoering van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen in de Federatie Wallonië-Brussel, nr. 620-1 (Bijlage 3) - Uitgavenoverzicht gevolgd door de uitvoering ervan, nr. 620-1 (Bijlage 4) – Addendum, nr. 620-1 (Bijlage 5) - Verslag van het Rekenhof betreffende de ontwerpen van decreten houdende aanpassing van de begrotingen voor 2023 en de begrotingen voor 2024 van de Franse Gemeenschap, nr. 620-1 (Bijlage 6) - Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Internationale Betrekkingen, Sport, Onderwijs voor sociale promotie, Algemene Zaken, Reglement en Controle van de mededelingen van de leden van de regering, nr. 620-2 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, nr. 620-3 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel, nr. 620-4 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Opvoeding, nr. 620-5 - Commissieverslag, nr. 620-6 – Zittingsamendement(en), nr. 620-7 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 620- 8

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 20 december 2023.